# Crise au Mali : Les chancelleries occidentales doivent être plus objectives

MALI

653

L'information est l'oxygène des temps modernes

VENDREDI 24 JUILLET 2020

Malikilé

www.malikile.com

QUOTIDIEN D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION

# Médiation de la CEDEAO des débats francs entre le M5-RFP et les Chefs d'Etat

**Gouvernance au Mali : Quand la jeunesse décide de prendre le pouvoir**

**CEDEAO : Cheick Oumar Sissoko passe IBK au scanner**

# LIBÉREZ L'HONORABLE SOUMAÏLA CISSÉ !

**ENSEMBLE NOUS POUVONS !**

# Sommaire «


**Une**

Médiation de la CEDEAO : des débats francs entre Chefs d'Etat et le M5-RFP **P.4**

**Brèves**

La majorité présidentielle ébranlée : Fissure au sein de l'EPM **P.14**
GAO : Un atelier pour la promotion des activités génératrices **P.14**
Kayes : Les dégâts des eaux de pluie **P.14**
Mahina dans la région de Kayes : Des jeunes formés en horticulture **P.15**
Intervention au Mali : L'Armée de l'air portugaise dote la MINUSMA d'un avion-cargo C295 **P.15**
Le journal Les Secrets Bancaires gazé par les forces de l'ordre : L'ASSEP lui apporte son soutien **P.15**
YOROSSO : Les jeunes aménagent la digue de protection contre les eaux pluviales **P.16**
G5 Sahel : Les États-Unis appuient le contingent tchadien en équipements militaires **P.16**

**Actualité**

Situation du salaire des employés du CICB : La Direction Générale apporte des précisions **P.18**
Lettre ouverte à l'UNTM : Le temps de l'indifférence est fini ! **P.19**
Assassinat crapuleux du Dr. KODIO : Ce crime qui nous interpelle ! **P.21**
Tueries du 10 juillet à Bamako : La CNDH prend le dossier en main **P.23**

**Politique**

Crise sociopolitique : Rôle et place de la femme **P.24**
Période de crise politique au Mali : Presse en danger interpelle la HAC **P.25**
CEDEAO : les potins de la médiation **P.26**
Gouvernance au Mali : Quand la jeunesse décide de prendre le pouvoir **P.27**
CEDEAO : Cheick Oumar Sissoko passe IBK au scanner **P.29**
Crise au Mali : Les chancelleries occidentales doivent être plus objectives **P.31**

**Culture & société**

Solidarité : Jama'at Islamique Ahmadiyya offre des habits aux orphelins **P.33**

**International**

Guinée : L'opposition appelle à de nouvelles manifestations **P.34**
Côte d'Ivoire : La candidature d'Alassane Ouattara à un troisième mandat se dessine **P.35**

**Sport**

JO : Paris 2024 lance son club pour s'adresser aux Français **P.36**


P.16

P.23

P.26

## Comité de rédaction

**Quotidien numérique d'informations générales paraissant du lundi au vendredi**

Edité par la Société **Agence Malienne de Presse et d'Informations** (AMPI)
**Siège :** Rue du Gouverneur (902) Immeuble Baye Niass – Faladié (Bamako – Mali)
**Email :** ampikile@gmail.com / malikile@gmail.com
**Site Web :** www.malikile.com
**Contacts :** +223 70 44 22 23

- **Redacteur en Chef :** Amadou TALL
- **Rédaction Générale :** Karamoko B. Keïta, Demba SIDIBE (Stagiaire), Moctar Sow, Diala Teny Konaté, Ibrahim Sanogo
- **Gérant :** Moctar Sow
- **Service Commercial :** Youssouf Diarra
- **Secrétariat :** AZIA Bénédicte

# Médiation de la CEDEAO : des débats francs entre le M5-RFP et les Chefs d'Etat

Les Chefs d'Etat de la CEDEAO (Mahamadou ISSOUFOU du Niger, Président en exercice de la Communauté, Alassane OUATTARA de Côte d'Ivoire, Nana AKUFO-ADDO du Ghana, Muhammadu BUHARI du Nigéria et Macky SALL du Sénégal) mandatés par leurs pairs pour rechercher des pistes de sortie de la crise malienne sont tous arrivés à Bamako hier jeudi 24 juillet au matin.

Mais les choses sérieuses n'ont pu commencer qu'en milieu d'après midi avec leur rencontre avec le M5-RFP après celle, somme toute protocolaire avec la majorité présidentielle qui n'a fait que réitérer les positions de leur mentor Ibrahim Boubacar Keita.

Mahamadou Issoufou président en exercice de l'organisation régionale et ses pairs ont donc rencontré l'Imam Mahmoud Dicko et des membres du Comité Stratégique du Mouvement du 5 juin – Rassemblement des Forces Patriotiques (M5-RFP) hier jeudi à l'Hôtel Sheraton de Bamako. Des échos qui nous sont parvenus des débats à huis-clos, les membres du comité stratégique du mouvement sont restés fermes sur leur position de demande de démission de IBK.

Mais avant, c'est l'épouse de Soumaila Cissé, la digne et courageuse Astan Traoré qui a pris la parole pour remercier les Chefs d'Etat présents et tous leurs pairs pour tout le soutien et les actions entreprises depuis la disparition de son mari le 25 mars dernier. Ce fût, selon des membres de la délégation un moment de grande émotion.

L'Imam Mahmoud Dicko dit-on, est ensuite intervenu et a déjoué tous les pronostics avec une extraordinaire pugnacité. Il tenu tout son rôle en disant fermement mais de façon courtoise ses vérités aux illustres hôtes.

Les morceaux choisis de cette intervention ont d'ailleurs immédiatement inondé les réseaux sociaux « **Nous avons beaucoup de respect pour vous mais nous ne sommes pas un peuple soumis ou résigné et nous préférons mourir en martyr plutôt que de nous soumettre. Nous ne pouvons pas trahir le sang des martyrs. Les forces qui doivent aller combattre les terroristes ont été déployées à Bamako pour tuer nos enfants au su et au vu de tout le monde. C'est nous qui avons transformés les mos-**

**quées en QG de campagne pour soutenir IBK. Je dois rester débout avec les jeunes et le projet de soumission du Mali ne passera pas.... »**

Rendant compte de la rencontre, Choguel Kokalla Maiga, a laissé entendre que l'imam a été d'une fermeté qu'il n'avait jamais montrée auparavant. « **Nous étions tous fiers de ce qu'il a dit. Il leur a dit que personne ne viendra du dehors imposer ses solutions aux Maliens. Si les maliens se sont révoltés contre Ibrahim Boubacar Keita, c'est à cause de sa mauvaise gouvernance. L'imam Dicko leur a dit qu'en 2013 qu'ils ont transformé les mosquées en quartier général de campagne pour IBK. Pourtant il n'était pas le plus musulman des candidats. Tout le monde avait pensé qu'il était l'homme de la situation et qu'il allait libérer le pays. Aujourd'hui, sa mauvaise gouvernance a fait qu'on a perdu 80% du territoire. L'argent du citoyen qui devrait des armes pour aller lutter les terroristes, ils les utilisent aujourd'hui contre son peuple dans la ville. Je pense qu'après ces vérités le M5 n'avait rien à dire. Mais comme nous avions fait un document, il fallait quand même qu'on le présente**. Ledit document **(Lire en Encadré),** remis à la presse, d'une qualité impressionnante commence, après les mots de remerciement commence par une brève présentation du M5-RFP « **un vaste regroupement composé de millions de Maliennes et de Maliens de toute origine, religion, d'une centaine de partis politiques, des syndicats dont deux centrales, de plusieurs centaines d'associations et de plateformes de la société civile et aussi de personnalités. Ses membres et dirigeants ont assumé les plus hautes responsabilités de l'Etat (Premiers ministres, ministres, présidents d'institutions, députés, ambassadeurs, maires, avocats, directeurs généraux, professeurs d'enseignement supérieur, professions libérales, etc.) ou ont réussi à la tête de très grandes entreprises privées.**

**Le M5-RFP, poursuit le document, se donne pour mission de sauver le Mali d'une inéluctable disparition en tant qu'Etat, Nation, Démocratie et République laïque sous la gouvernance chaotique de M. Ibrahim Boubacar Keita dont il demande la démission et de celle de son régime.**

**Le M5-RFP a organisé à Bamako, à l'intérieur du Mali et dans la Diaspora des manifestations pacifiques qui ont regroupé des millions de Maliens** ».

Ensuite, le M5-RFP analyse les causes de la crise actuelle qu'il impute au président IBK en ces termes « Le Président Ibrahim Boubacar Keïta a, dès son élection en 2013, mis en place un système de prédation fondée sur la corruption et l'impunité qui ont gravement impacté l'ensemble des secteurs de la vie sociale, économique, politique, administrative, culturelle et surtout la situation sécuritaire du Mali, voire de la sous-région.

Avec sa famille et ses amis, il a mis en place un véritable système de captation des richesses nationales, de mainmise sur l'appareil d'Etat et sur l'administration publique, de prise d'intérêts personnels dans tous les secteurs économiques et financiers.

Cette façon de gérer a empêché l'Etat d'assumer ses fonctions régaliennes de sécurité et de développement, et a conduit le Mali au bord du gouffre et compromet la stabilité dans le Sahel ».

Dans une démarche pélagique, le M5-RFP s'est ensuite évertué à illustrer ls manifestations et les conséquences de la crise qui vont de l'instauration d'une oligarchie ploutocratique par l'immixtion flagrante d'intérêts privés qui ont pris le contrôle total de la gestion des affaires publiques aux les répressions sanglantes des dernières manifestations populaires, ayant causé au moins vingt-trois (23) morts et plus d'une centaine de blessés graves, par des forces spéciales antiterroristes (FORSAT) usant d'armements de guerre et de balles réelles contre des manifestants pacifiques à mains nues, dans les rues, les sièges des organisations politiques, les domiciles privés et même dans des lieux de culte en passant par toutes les autres tares de la gouvernance IBK (les détournements, la crise au nord et au centre du Mali et la création de milices, le non-respect des engagements, l'abandon de secteurs entiers de la vie socio-économique (école, santé, secteur agricole, infrastructures les fraudes électorales qui ne permettent plus aux élections de jouer leur rôle régulateur...

La charge, disons-le était particulièrement lourde mais très argumentée.

Puis vint ce que le M5-RFP appelle « **la responsabilité pleine et entière de M. Ibrahim Boubacar Keïta » avec la non-application des conclusions des différents foras nationaux, une instabilité gouvernementale chronique et l'illégalité et la perte de légitimité de toutes les institutions de la République sans exception. C'est pour toutes ces raisons que le M5-RFP a réitéré sa demande de démission de IBK et a sollicité « des Chefs d'Etats de la CEDEAO l'accompagnement du Peuple malien dans sa quête de sécurité, de paix et de prospérité socioéconomique, à travers la restauration d'un Mali démocratique, républicain et laïc, avec une gouvernance responsable et vertueuse** ».

Lesquels ont réservé leur réponse pour le prochain sommet extraordinaire de la CEDEAO qui se tiendra à Niamey le 27 juillet prochain.

**Ibrahim Sanogo**

## M5-RFP : Mouvement du 5 Juin – Rassemblement des Forces Patriotiques

# NOTE N°002 - CS/M5-RFP

## A L'ATTENTION DES CHEFS D'ETATS DE LA CEDEAO SUR LA SITUATION SOCIOPOLITIQUE ET POUR UNE SORTIE DE CRISE AU MALI

**SEM Mahamadou ISSOUFOU, Président de la République du Niger, Président en exercice de la CEDEAO ;**
**SEM Alassane OUATTARA, Président de la République de Côte d'Ivoire ;**
**SEM Nana AKUFO-ADDO, Président de la République du Ghana ;**
**SEM Muhammadu BUHARI, Président de la République fédérale du Nigéria ;**
**SEM Macky SALL, Président de la République du Sénégal ;**
**SEM Goodluck JONATHAN, Médiateur du Président en exercice de la CEDEAO ;**
**SEM Kalla ANKOURAO, Ministre des Affaires Etrangères de la République du Niger et Président en exercice du Conseil des Ministres de la CEDEAO ;**
**SEM Jean Claude Kassi BROU, Président de la Commission de la CEDEAO ;**
**Général Francis BEHANZIN, Commissaire aux Affaires Politiques, Paix et Sécurité de la CEDEAO ;**
**Mesdames et messieurs.**

Le peuple malien est particulièrement sensible à votre préoccupation constante d'apporter une solution à la crise actuelle que traverse notre pays. Avec vous, nous souhaitons avoir une pensée pieuse pour les vingt-trois (23) morts de la répression des 10, 11 et 12 juillet 2020.Et aussi une pensée forte pour l'honorable Soumaila Cissé disparu depuis maintenant quatre mois.
Nous saluons l'arrivée de votre importante délégation qui nous honore et exprimons nos remerciements et notre profonde gratitude à l'Organisation sous régionale qui, à l'évidence, porte une attention particulière à notre Pays et à la résolution rapide de cette crise qui perdure et menace dangereusement son avenir.

**Excellences, Messieurs les Chefs d'Etat**

Le Mouvement du 5 juin -Rassemblement des Forces Patriotiques (M5-RFP) est un vaste regroupement composé de millions de Maliennes et de Maliens de toute origine, religion, d'une centaine de partis politiques, des syndicats dont deux centrales, de plusieurs centaines d'associations et de plateformes de la société civile et aussi de personnalités. Ses membres et dirigeants ont assumé les plus hautes responsabilités de l'Etat (Premiers ministres, ministres, présidents d'institutions, députés, ambassadeurs, maires, avocats, directeurs généraux, professeurs d'enseignement supérieur, professions libérales, etc.) ou ont réussi à la tête de très grandes entreprises privées.
Le M5-RFP se donne pour mission de sauver le Mali d'une inéluctable disparition en tant qu'Etat, Nation, Démocratie et République laïque sous la gouvernance chaotique de M. Ibrahim Boubacar Keita dont il demande la démission et de celle de son régime.
Le M5-RFP a organisé à Bamako, à l'intérieur du Mali et dans la Diaspora des manifestations pacifiques qui ont regroupé des millions de Maliens.

**Excellences, Messieurs les Chefs d'Etat**

Le Mali traverse une grave crise socio-politique dans un contexte régional marqué essentiellement par l'insécurité, les menaces terroristes et la pandémie de la COVID-19 qui a des répercussions négatives sur une situation économique déjà en grande difficulté.
Il convient, pour apporter des solutions susceptibles de résoudre cette crise d'en connaitre les causes, les manifestations et conséquences et en situer toutes les responsabilités.

### I. LES CAUSES DE LA CRISE ACTUELLE :

Le Président Ibrahim Boubacar Keïta a, dès son élection en 2013, mis en place un système de prédation fondée sur la corruption et l'impunité qui ont gravement impacté l'ensemble des secteurs de la vie sociale, économique, politique, administrative, culturelle et surtout la situation sécuritaire du Mali, voire de la sous-région.
Avec sa famille et ses amis, il a mis en place un véritable système de captation des richesses nationales, de mainmise sur l'appareil d'Etat et sur l'administration publique, de prise d'intérêts personnels dans tous les secteurs économiques et financiers.
Cette façon de gérer a empêché l'Etat d'assumer ses fonctions régaliennes de sécurité et de développement, et a conduit le Mali au bord du gouffre et compromet la stabilité dans le Sahel.

### II. LES MANIFESTATIONS ET LES CONSEQUENCES DE LA CRISE AU MALI :

Ainsi, des faits et pratiques graves ont cours au Mali depuis l'élection de M. Ibrahim Boubacar Keïta, comme notamment :

- l'immixtion flagrante d'intérêts privés qui ont pris le contrôle total de la gestion des affaires publiques ;
- les détournements massifs et documentés des fonds alloués, y compris ceux alloués à nos Forces de défense et de sécurité, pour un pays en guerre et sous assistance africaine et internationale ;
- l'instrumentalisation de la crise au nord et au centre du pays ;
- le développement de toutes sortes de trafics et de pratiques impactant la sous-ré-

gion;

la remise en cause de l'unité nationale et du vivre-ensemble par la création et l'entretien de milices ethniques, intercommunautaires ;

- le laxisme et les complicités dans la lutte contre le terrorisme qui a finalement pris racine dans des pays voisins et qui font de notre Pays, l'épicentre et le maillon faible dans la déstabilisation de la sous-région ;
- le non-respect de multiples engagements pour la décrispation de la situation sociopolitique et sécuritaire ;
- l'abandon de secteurs entiers de la vie socio-économique (école, santé, secteur agricole, infrastructures ...) ;
- les disparitions forcées, les arrestations arbitraires et les incarcérations ;
- les violations réitérées de la Constitution;

les fraudes électorales qui ne permettent plus aux élections de jouer leur rôle régulateur, notamment lors du scrutin présidentiel de 2018 et des deux (2) tours de l'élection des députés en mars et avril 2020 ;

les répressions sanglantes des dernières manifestations populaires, ayant causé au moins vingt-trois (23) morts et plus d'une centaine de blessés graves, par des forces spéciales antiterroristes (FORSAT) usant d'armements de guerre et de balles réelles contre des manifestants pacifiques à mains nues, dans les rues, les sièges des organisations politiques, les domiciles privés et même dans des lieux de culte.

## III. LA RESPONSABILITE PLEINE ET ENTIERE DE M. IBRAHIM BOUBACAR KEÏTA :

En 2013, M. Ibrahim Boubacar Keïta a été quasiment plébiscité et nul n'a durablement contesté cette élection.

A l'inverse, son élection de 2018, largement entachée de fraudes, a été longuement contestée entraînant une profonde crise post-électorale.

C'est précisément une mission de la CEDEAO du 18 octobre 2018 conduite à Bamako par le Ministre des Affaires Étrangères du Nigeria, Président du Conseil des Ministres qui y a mis un terme en préconisant ce qui suit :

« Prenant acte de la prolongation de la législature actuelle selon l'avis de la cour constitutionnelle et au regard des dysfonctionnements largement reconnus et évoqués par tous les interlocuteurs lors du scrutin présidentiel passé, il est impératif que le Gouvernement et tous les acteurs socio-politiques conviennent, de manière consensuelle, d'entreprendre des réformes courageuses des cadres légaux, y compris la Constitution de février 1992, et du système électoral avant de s'engager dans les prochaines échéances électorales que compte mener le pays... ».

Au demeurant, les pratiques de mal-gouvernance voire de non-gouvernance instaurées par M. Ibrahim Boubacar Keïta et son régime ont :

a) rendu inopérantes les conclusions des différents Dialogues politiques internes ;

b) causé une rupture totale de la confiance entre le Chef de l'Etat, l'opposition politique et une bonne partie du corps social, en particulier les forces syndicales ;

c) conduit à une instabilité gouvernementale avec notamment les nominations de six (6) premiers ministres et autant de ministres chargés respectivement des secteurs régaliens de la Défense, de l'Administration territoriale, des Affaires étrangères, de Chefs d'Etats-Majors Généraux des Armées, alors que le Mali est en guerre contre le terrorisme et menacé de partition ;

d) et enfin, entrainé l'illégalité et la perte de légitimité de toutes les institutions de la République sans exception.

## IV. LA SOLUTION : LA DEMISSION DE M. IBRAHIM BOUBACAR KEÏTA ET LA REFONDATION DE L'ETAT :

Après avoir essayé, sans succès, toutes les voies du dialogue et celles de droit pour résorber les conséquences de la crise, et pris acte de la confiscation du mécanisme électoral ôtant aux élections toute signification et toute fonction régulatrice du système démocratique, le M5-RFP, soucieux du devenir et de la survie du Mali, s'est engagé à :

1) Organiser des manifestations légales et pacifiques sur l'ensemble du territoire national et dans la diaspora pour amener M. Ibrahim Boubacar Keïta à prendre lui-même la décision de démissionner de la présidence de la République du Mali.

2) Agir exclusivement dans le cadre de la Loi, dans le strict respect de la Constitution et des engagements communautaires et internationaux du Mali.

3) Tirer les conséquences de la caducité du Mémorandum du 30 Juin 2020 qui proposait à M. Ibrahim Boubacar Keïta des solutions politiques de sortie de crise qui n'y a jamais répondu.

4) Eviter un vide au sommet de l'Etat et la rupture de la chaine de commandement militaire et sécuritaire par des discussions avec M. Ibrahim Boubacar Keïta.

Au constat de la volonté affichée de M. Ibrahim Boubacar Keïta de gagner du temps, et surtout, suite aux répressions meurtrières des manifestations populaires reprises à partir du 10 juillet 2020, le M5-RFP, lors des échanges avec une Mission de Médiation de la CEDEAO dépêchée au Mali sous la conduite de M. Goodluck JONATHAN, a soumis un document articulé autour de 4 points qui, malheureusement n'ont connu aucune suite.

5) A présent, les tueries de masse des 10, 11 et 12 juillet 2020 de 23 manifestants aux mains nues par des forces spéciales antiterroristes (FORSAT) ont ôté à M. Ibrahim Boubacar Keïta toute légitimité pour continuer à gouverner le Mali. Le M5-RFP travaille d'ailleurs au dépôt d'une plainte devant les juridictions nationales et la Cour Pénale Internationale (CPI) ;

6) Enfin, pour le M5-RFP, M. Ibrahim Boubacar Keïta manque manifestement de leadership et de capacité à présider aux destinées du Mali en tant que Nation en crise. Au demeurant, il a abandonné cette mission à des personnes qui n'en ont ni la légitimité, ni les compétences requises, ni même le souci du devenir du Mali.

En conclusion, le M5-RFP sollicite des Chefs d'Etats de la CEDEAO l'accompagnement du Peuple malien dans sa quête de sécurité, de paix et de prospérité socioéconomique, à travers la restauration d'un Mali démocratique, républicain et laïc, avec une gouvernance responsable et vertueuse.

Bamako, le 23 Juillet 2020

**Le M5-RFP**

## Maliweb Infos

"On en parle" / adhésions au M5-RFP : des anciens ministres de Boubou arrivent

## M. Nouhoum Togo - Officiel

Hier dans la ville de Gao, une cérémonie d'adieu a été faite à l'honneur de nos braves gendarmes Adjudant Yamoussa Keita (Promotion 2006) et Adjudant Kane (promotion 2007).
Ils sont morts au front, pour le Mali, pour la protection du peuple, pour la sécurité de leurs compatriotes, pour la liberté dans le monde et pour nous tous.
Que la terre vous soit légère chers FAMA.

J'ai été très ému de voir des jeunes à la fleur de leurs âges se barricader pour que moi, je puisse survivre, c'est émouvant, c'est un message fort.
Je comprends que c'est un pacte signé entre moi cette jeunesse.
Je dois redoubler d'ardeur pour me battre,
Oui je dois me battre pour la vérité et pour notre Mali. Imam Mahmoud DICKO

## Étoile-Mali

Les étudiants mobilisé par Moussa Teminé président de l'assemblée nationale sont en train de tirer sur les éléments de M5 à la demande de Moussa lui même. J'ai reçu une balle à la main droite devant hôtel Oumou Sangaré à côté du monument Sokolon, c'est fait ce matin. On verra la suite car la lutte ne fait que commencer " Unis et solidaire nous vaincrons "
Soudanais le visionnaire

## Donald Dicko

Quand la case de ton voisin brûle, il faut l'aider à éteindre le feu de peur qu'il ne se propage à ta propre case .
Soyez les bienvenus au Mali mes chers présidents .

## Ibrahim Ikassa Maïga

Dites à Dame MANASSA qu'elle doit, en ces moments, se remémorer les maximes juridiques suivants :
Fraus omnia corrumpit (« La fraude corrompt tout ») ;
Nemo auditur propriam suam turpitudinem allegans
(« Nul ne peut se prévaloir de sa propre turpitude ») ; ...
... la citation de Chateaubriand qui dit que :
« Les institutions passent par trois périodes : celle des services, celle des privilèges, celle des abus.» ...
... ainsi que cette acception universelle :
« La Vérité finit toujours par triompher (Tignè dé bè Laban). »

## Moussa Baba Coulibaly

Les 5 doivent penser Mali.
Si les solutions attendues, chercheraient à sauver un individu, elles seraient éphémères. Par contre, si elles devaient empêcher l'effondrement du Mali, elles gagneraient en intérêt.

Une médiation de toutes les attentes. Le défi c'est de proposer 1 solution qui satisfasse les deux camps.

## Konimba Sidibé

Réaction de Konimba Sidibé à certains propos figurant dans les commentaires d'une déclaration de la CNAS-FH que le commentateur a fait passer à tors pour une déclaration de la CNCAS-FH de l'ancien Premier Ministre Soumana Sacko
1 Commentateur : « les Maliens, sans distinction aucune, préfèrent finalement la rue aux urnes qui pourraient, cependant, leur permettre, dans un système démocratique, de prendre leur destin en mains »
Konimba Sidibé : justement le système est tout sauf démocratique. Les maliens ne préfèrent pas la rue aux urnes : en transformant les urnes en mascarade ne permettant pas « d'influer sur le choix de tous les hauts dirigeants » (pour reprendre le commentateur), IBK a imposé la rue aux maliens, il a jeté des maliens dans la rue désireux de reprendre leur destin en main en le retirant de celles des imposteurs usurpateurs issus de hold-up électoraux.
2 Commentateur : « hélas, l'habitude est une seconde nature. Les Maliens restent toujours sur le même registre de déstabilisation permanente des institutions »
Konimba Sidibé : Grosse erreur de jugement !!! Les maliens sont plutôt dans la quête permanente d'institutions légitimes issues d'un processus électoral crédible respectueux du choix de la majorité du peuple malien, c'est leur moteur aujourd'hui encore comme en mars 1991. Cette quête a été une longue lutte ponctuée de progrès et régressions dans tous les pays du monde ayant opté pour un régime démocratique.
3 Commentateur : « Le peuple malien n'apprend jamais de son passé. Au lieu de préparer, de façon professionnelle et harmonieuse, les échéances de 2023, nous étalons, à la face du monde, notre irrespect des principes démocratiques et les mauvais choix de nos dirigeants car IBK n'est qu'un pur produit du comportement de la société malienne
(1) le passé du peuple malien est fait de luttes glorieuses qui ont inspiré d'autres luttes glorieuses depuis des siècles. C'est ce récit national qui nous inspire encore dans la présente lutte que nous gagnerons pour écrire une nouvelle page glorieuse de l'histoire du Mali;
(2) nous n'étalons pas à la face du monde notre irrespect des institutions démocratiques, nous dénonçons à la face du monde des institutions illégitimes. Nous dénonçons à la face du monde des dirigeants qui se sont imposés au peuple malien par la fraude électorale massive, systémique et endémique ;
(3) les élections de 2023 sont déjà pliées si c'est IBK qui doit les organiser (elles ne seront pas différentes des présidentielles de 2018, ni des législatives de 2020). Aucune préparation « professionnelle et harmonieuse » n'y fera. Les élections ont cessé d'être un levier crédible de l'alternance démocratique au Mali depuis belle lurette.
(4) IBK est avant tout « un pur produit du comportement » des élites maliennes (politiques, administratives, de la société civile, etc.) maître d'œuvre de toutes les mauvaises pratiques qui ont réduit l'élection des représentants du peuple à une simple mascarade, la part de responsabilité de la société malienne est bien plus faible.
4 Commentateur : « la plupart » de ceux qui « poussent les innocentes populations dans la rue » sont « d'anciens collaborateurs d'IBK » ayant «perdu leurs privilèges et à la quête d'un confort personnel permanent ».
Konimba Sidibé : ce commentateur ne connaît manifestement pas la composition de la direction du M5-RFP. Les anciens collaborateurs de IBK (à supposer qu'ils soient tous dans la catégorie citée par lui) ne sont qu'une infime partie des dirigeants du M5-RFP. Aussi, je ne suis pas sûr que « tous ceux qui ont refusé de collaborer avec le régime actuel » soient de « vrais patriotes maliens, intègres, compétents et courageux » ni que tous ceux qui n'ont pas quitté IBK bruyamment soient des marchands d'illusions mus « par la perte de privilèges et la quête d'un confort personnel permanent ». La question est plus compliquée que « blanc » ou « noir », et dans tous les cas

les maliens ont leur opinion sur chaque membre des élites. En général on sait qui est qui.
En faisant passer ses commentaires comme une déclaration de la CNAS-FH, ce commentateur n'a nullement rendu service à ce parti politique. Il doit présenter des excuses publiques à ce sujet.

## Modibo Simbo Keita

LA CEDEAO n'était pas obligée de venir avec LA BCEAO...

## Jack Douk

Premier Ministre ivoirien à cause de sa fidélité Hamed Bagayoko ,merci PR ADO .Double légitimités, le peuple ,et 134 voix de députés sur 147pour une brillante élection à l'assemblée nationale comme président honorable Timbiné, merci aussi PR IBK. Soyons loyales et défendons nos convictions. Le destin est inévitable mes frères. Dieu merci

## Gouvernorat de la Région de Kayes

KAYES | 23 JUILLET 2020
Le gouverneur de la région de kayes inspecteur général de police Mahamadou Z SIDIBE vient de procéder à la remise symbolique de 1.309.100 masques, une promesse tenue par le président de la république son excellence Ibrahim Boubacar KEITA.
La cérémonie s'est déroulée ce matin dans les locaux de la délégation régionale de la chambre de commerce et d'industrie de kayes en présence des autorités administratives, politiques et traditionnelles.

## Radio Guintan

Nord: des alliés très encombrants pour Ibk.
Après la sortie de la CMA c'est au tour des hommes de castes du Nord regroupés derrière Bajan de demander aux autres maliens de cesser de contester.
Dieu est grand, maliens n'est pas petit. Ou etaient-ils ces hommes de castes du Nord grand médiateurs quand leurs 'diatigui'' mettaient le feu à la république ? Où étaient-ils quand leurs ''diatigui'' tuaient et pillaient de Kidal à Mopti ?
Pourquoi c'est aujourd'hui seulement que les troubles inquiètent les hommes de castes du Nord ?
On est surpris par la panique qui gagnent les mouvements rebelles

du Nord au fur et à mesure que la contestation gagne du terrain. Y'aurait-il un accord secret entre les rebelles et le pouvoir contre les populations ?

## Berger Dicko

Le camp Bakhane de Gossi cible d'obus terroristes.

## Hamidou SAMPY

La révolution numérique est en train de Bâtir brique par brique le rêve millénaire de toutes les dictatures depuis les temps immémoriaux - des citoyens sans vie privée, qui renonçaient d'eux-mêmes à leur liberté.

## Gouvernement du Mali

Actualité du premier Ministre| arrivée du President de la République du Macky Sall
Mission des Chefs d'Etat de la Cedeao au Mali. Arrivée du Président du Sénégal SEM Macky Sall à Bamako dans le cadre de la résolution de la crise socio-politique. Il a été accueilli par le Premier ministre Dr Boubou Cissé

Bamako | 23 juillet 2020
Mission des Chefs d'Etat de la Cedeao à Bamako dans le cadre de la résolution de la crise socio-politique. Le Président de la République accueille son homologue et frère du Niger SEM Mahamadou Issoufou, Président en exercice de la CEDEAO.

Actualité du Premierministre| MÉDIATION DES CHEFS D'ÉTATS DE LA CEDEAO :
Arrivée du président de la république du Ghana SEM Nana Akufo-Addo. Il a été accueilli à sa descente d'avion par le Premier ministre, Dr Boubou Cissé.

Bamako | 23 juillet 2020
Mission des Chefs d'Etat de la Cedeao à Bamako dans le cadre de la résolution de la crise socio-politique. Le Président de la République accueille son homologue et frère du Nigeria SEM Muhammadu Buhari.

Bamako | 23 juillet 2020
Mission des Chefs d'Etat de la Cedeao à Bamako dans le cadre de la résolution de la crise socio-politique.
Le Président de la République accueille son homologue et frère de la République de Côte d'Ivoire SEM Alassane Ouattara.

tS3pou nnshmoreld •
Actualité du Premier Ministre | Aéroport international Président Modibo KEITA- SENOU
Arrivée de l'ex président de la République fédérale du Nigeria, Mr Goodluck Jonathan

## Diakité Modibo

Quand un professeur veut être le PM au Mali, c'est un scandale.

## Abdoulaye Bah

Jusqu'où le M5 peut céder ? Un nouveau premier ministre neutre et consensuel pour une durée de trois ans. Répartition portefeuille 40%pour chaque et 20%société civile.

## Yacouba Cissé

1dt5SpSoonisoroed sh •
Walaye ras bath est nul et ne sait même décortiquer !! il est là à chercher à créer de nos événements au sein du M5 RFP!!!
Ras bath tu es devenu une déception pour la nouvelle génération !!!
Ras bath va à l l'école de Nouhoun sarr, ben le cerveau, et autres !!!
Vive le M5 RFP

## Abdoulaye Diakite

Honorable Moussa MARA a reçu l'ambassadeur de l'Union Européenne au Mali, son Excellence Mr Bart OUVRY pour échanger sur l'actualité socio politique du pays. La visite des chefs d'Etats de la CEDEAO, la médiation nationale ainsi que les voies et moyens de sortie de crise ont été abordés lors des échanges. Les causes profondes de la situation de notre pays ont également été évoquées. Le Mali fait l'objet d'une grande attention de ses voisins et de la communauté internationale. Puisse Allah aider les Maliens à conjuguer leurs efforts en vue de solutions profondes et durables !

## Bina Sogoba

suite à l'assassinat de Bablen, Diarra chef de la milice dozo de la région de Ségou, ce dimanche 19 juillet, un important affrontement a opposé les clans rivaux à Niènou dans le cercle de San, 20 miliciens ont été tués

## La majorité présidentielle ébranlée : Fissure au sein de l'EPM

Le malaise étreint de plus en plus les partis et regroupements politiques de la majorité présidentielle. La chapelle, qui pèse peu en réalité sur l'échiquier politique national, est en train de perdre ses fidèles. L'engagement de la FORSAT (Force Spéciale Anti-terroriste) dans la répression des manifestants aux mains nues le 10 juillet et jours suivants est en train de jouer un petit vilain tour à la majorité présidentielle. Les tueries qui en ont résulté, en plus des blessés graves, ont incontestablement énervé l'opinion publique nationale et internationale. Si le M5-RFP réclame des enquêtes pour situer les responsabilités, au sein de l'EPM (Ensemble Pour le Mali) qu'il est convenu d'appeler la majorité présidentielle, la colère monte. Tout risque de se déglinguer tel un tricot dont une maille aura filé.

L'ADP-MALIBA, jeune parti politique mais qui a réussi la performance de classer troisième son candidat, Aliou B. Diallo, à l'issue de l'élection présidentielle de 2018, derrière IBK et Soumaïla Cissé, a choisi de quitter le navire présidentiel dès les premiers constats attestant l'utilisation des balles réelles contre les citoyens maliens durant la journée du vendredi, 10 juillet. Pour ne pas être comptable du bilan macabre des folles journées qui ont suivi, l'ADP-MALIBA s'est en effet retiré de la majorité présidentielle. Cette décision courageuse a été vivement saluée par les populations insurgées. Elle a plongé, par contre, l'EPM dans un examen de conscience, mais le regroupement n'a toutefois pas adressé aucune excuse au peuple malien. Bien au contraire, sa conférence des présidents des partis constitutifs s'est réunie le dimanche, 19 juillet, pour apporter sa caution aux propositions formulées par la mission de la C.E.D.E.A.O qui, elle, partait sur la pointe des pieds en organisant une dernière conférence de presse dans le salon d'honneur de l'aéroport, autant dire à la porte de l'avion.

L'occasion a été saisie par le M.I.R.I.A. pour rappeler que dès le 03 juin, soit deux jours avant la première mobilisation citoyenne du vendredi, 05 juin, il avait saisi le président de la République pour qu'il écoute son peuple et répondre à ses attentes, notamment par la dissolution de l'Assemblée Nationale vertement contestée. Malheureusement, au lieu d'aller dans ce sens, Ibrahim Boubacar Keïta a choisi de verser le sang du peuple. Ce comportement étant contraire à l'éthique du parti, le M.I.R.I.A a décidé donc de se retirer de la majorité présidentielle ce 19 juillet. Au train où vont les choses, il est prévisible que la crispation continue de l'atmosphère politique poussera d'autres partis à claquer la porte de l'EPM.

**Amadou N'Fa Diallo**

## GAO : Un atelier pour la promotion des activités génératrices

Un atelier de 3 jours a débuté ce lundi 20 juillet 2020 à Gao. C'est une session des acteurs évoluant dans le domaine de l'(AVEC) Approche des Associations Villageoises d'Epargne et de Crédit. Le but de cet atelier est d'outiller les adhérents aux techniques d'approche pour atteindre plus de femmes et améliorer les activités génératrices et de gain (bénéfices) dans les communes de Gao, précisément à Ouatagouna et Tinahama. Cette formation est le fruit du Projet de résilience et cohésion sociale des communautés frontalières du Liptako Gourma.

## Kayes : Les dégâts des eaux de pluie

Ce lundi 20 juillet 2020 à Séro, une localité située dans la région de Kayes, un homme a été victime des eaux de pluie. Il voulait traverser et rejoindre l'autre rive avec sa moto, d'après les témoins sur place. L'homme s'est alors vu emporter au cours de sa traversée. Les recherches sont en cours pour pouvoir le retrouver.

## Mahina dans la région de Kayes : Des jeunes formés en horticulture

La formation d'une vingtaine de jeunes chômeurs, organisée par les ONG SNV, ICO, WASTE et APEJ, a pris fin ce lundi 20 juillet 2020. C'est la première phase d'une formation sur l'horticulture. Ladite formation a duré cinq (5) jours. Période pendant laquelle les jeunes se sont entrainés à faire l'arboriculture, le maraichage et la floriculture. À noter que cette formation avait pour but d'intégrer les jeunes dans l'entrepreneuriat.

## Le journal Les Secrets Bancaires gazé par les forces de l'ordre : L'ASSEP lui apporte son soutien

Le lundi 20 juillet 2020, la Rédaction du Journal Les Secrets Bancaires a été touchée par des gaz lacrymogènes lancés par des forces l'ordre. Elles étaient opposées aux manifestants qui barricadaient les intersections dans le cadre de l'application de la désobéissance civile engagée par le M5-RFP. Une délégation du bureau de l'ASSEP, conduite par le Président, Bassidiki Touré, s'est rendue au siège du journal Les Secrets Bancaires en vue de s'imprégner de l'état de la Rédaction et d'apporter son soutien au personnel dudit journal.
Arrivée vers 11h ce mercredi 22 juillet 2020, la délégation a été accueillie par le Directeur de Publication du journal, Charles Le Bon en présence de son personnel. Après les salutations d'usage, Bakary Daou a tenu à remercier l'ASSEP pour cette marque de considération. Ensuite, il a fait la genèse de la scène « des forces de l'ordre en pourchassant des manifestants ont lancé des projectiles qui ont cassé les vitres. Comme vous le constatez, les projectiles ont brisé les vitres de la Rédaction et celles du second bureau. Dieu merci, il y a eu plus de peur que de mal, car au moment des faits, il n'y avait personne à l'intérieur ».
Sur le sol, des débris de vitres étaient perceptibles
Le Président de l'ASSEP, Bassidiki Touré, a déploré l'incident et a apporté le soutien de l'ensemble de la presse au journal touché. « Quand j'ai reçu le message, j'ai informé des membres de mon bureau pour voir comment venir nous imprégner de la situation. Nous sommes contre les violences faites sur les rédactions et sur les journalistes. Vous n'êtes pas seuls. Nous allons nous épauler pour que de tels actes ne se reproduisent plus. Au niveau de la Maison de la Presse, nous avons un regroupement qui s'occupe de ces genres de circonstances. Et nous allons porter la situation au niveau des autorités pour dédommagement. C'est une scène déplorable », a-t-il laissé entendre. Le Directeur du journal Les Secrets Bancaires, Charles Le Bon s'est dit très ému : « Je remercie l'ASSEP pour sa promptitude. L'ASSEP de maintenant se bat pour la presse. Ça nous réconforte. Je vous remercie ». « Malgré cet incident, le moral du personnel est intact », a conclu Boucary Daou. Une photo de famille et un geste symbolique remis par le Président, Bassidiki Touré, au Directeur du Journal ont sanctionné la visite.

**Boubacar Yalkoué**

## Intervention au Mali : L'Armée de l'air portugaise dote la MINUSMA d'un avion-cargo C295

La Mission des Nations Unies au Mali (MINUSMA) a reçu un avion-cargo C295 de l'armée de l'air portugaise, indique defenceWeb dans une publication du 21 juillet 2020. La même source indique que cet équipement militaire a commencé ses opérations depuis le 15 juillet dernier. Cela après une cérémonie de passation de contrôle par l'armée de l'air danoise. Cette nouvelle acquisition est arrivée, le 12 juillet dernier, à l'Aéroport International Président Modibo Keita-Sénou de la capitale malienne. Ce C295 appartient à l'escadron 502 Elefantes, souligne-t-on sur defenceweb. Cet avion appuiera les efforts de guerre au Mali contre les terroristes jusqu'au 31 décembre.
Notons que depuis 2014, le Danemark contribue à cette mission de stabilisation de l'ONU au Mali. À trois reprises, il a fourni à cette mission un avion de transport C-130J (2014, 2017 et 2019/2020).
Avec ses 63 militaires, le rôle du contingent portugais est d'appuyer les Nations Unies ainsi que la MINUSMA dans le transport aérien tactique et la protection de l'aérodrome de Bamako.
Rappelons que le Danemark, la Belgique, la Norvège et le Portugal équipent à tour de rôle la MINUSMA d'un avion de transport.

## G5 Sahel : Les États-Unis appuient le contingent tchadien en équipements militaires

Dans le cadre de la lutte contre le terrorisme dans le Sahel, les États-Unis ont apporté une grande contribution au contingent tchadien du G5 Sahel.

« Les États-Unis ont remis 28 véhicules blindés, dix camions, huit camions-citernes et d'autres équipements à l'armée tchadienne dans le cadre de l'appui continu à ses efforts de lutte contre le terrorisme au Sahel », lit-on dans une publication du 20 juillet 2020 de défenceWeb. Ces équipements comprennent également trois rétrocaveuses, deux véhicules d'entretien, des outils, du matériel de communication, et pièces de rechange pour véhicules.

La même source indique que ces matériels ont été remis le 3 juillet 2020. Selon la Chargée d'affaires à l'Ambassade des États-Unis au Tchad, Jessica D'avis Ba, la valeur de ces équipements s'élève à 8,5 millions de dollars. Ils seront remis au Groupe spécial antiterroriste du Tchad (SATG). Un groupe qui contribue à la force du G5 Sahel (Burkina Faso, le Mali, le Niger, la Mauritanie et le Tchad), indique defenseWeb.

Les États-Unis ont fait comprendre leur détermination à soutenir les efforts du Tchad dans ses efforts antiterroristes dans le lac Tchad et au Sahel.

Selon le Général Abdramane Youssouf Mery, Commandant du Groupe spécial antiterroriste, les contributions des États-Unis ont été d'un grand appui dans le succès de l'opération militaire « la colère de Boma » en avril 2020, contre Boko-haram ainsi que d'autres affiliés terroristes dans la région du Lac Tchad.

## YOROSSO : Les jeunes aménagent la digue de protection contre les eaux pluviales

Afin d'anticiper les inondations dans le village de Toro, cercle de Yorosso, une centaine de jeunes se sont regroupés. Organisés par l'Association des Jeunes dynamiques du cercle de Yorosso, les travaux se sont déroulés au cours du week-end dernier. Ils ont aménagé la digue de protection contre les eaux pluviales.

Les États-Unis sont un grand collaborateur du Tchad, du Sahel, voire de l'Afrique, dans la lutte contre le terrorisme. En tout cas, c'est ce qui ressort du discours du 3 juillet de Ba, selon lequel les États-Unis nouent des « relations durables et inébranlables avec le Tchad, le Sahel et l'Afrique ». Puis de poursuivre : « Notre objectif est de promouvoir la paix et la sécurité grâce à un engagement bilatéral, régional et multilatéral continu ». Dans ces deux dernières années, « le Département d'État américain a fourni plus de 323 millions de dollars d'aide à la sécurité aux pays du G5 Sahel sur une base bilatérale », a-t-il indiqué. Au Mali, Ba indique que près de deux millions de dollars de contributions statutaires ont été engagés à la MINUSMA depuis 2013.

La Chargée d'affaires de l'Ambassade des États-Unis au Tchad indique également que « la contribution américaine garantira que le contingent tchadien de la force du G5 Sahel sera prêt et équipé pour sa mission de lutte contre le flux de terroristes et le trafic illicite de personnes, de drogues et d'armes », souligne defenceWeb.

**Togola**

WESTERN UNION
WU SM
MONEY TRANSFER

# Assurés et Prescripteurs, Attention à la fraude !

CAISSE NATIONALE D'ASSURANCE MALADIE
CANAM
REPUBLIQUE DU MALI

**La CANAM rappelle à tous que toute fraude commise pour accéder aux prestations est punie par les dispositions de la loi N°09-015 du 26 Juin 2009.**

**La CANAM sait compter sur la compréhension de tous**

# Situation du salaire des employés du CICB : La Direction Générale apporte des précisions

Suite à certaines informations véhiculées par le comité syndical du Centre International de Conférence de Bamako (CICB) concernant le non-paiement de certains arriérés de salaire des employés dudit centre, la Direction générale a apporté des précisions dans un communiqué publié le mercredi 22 juillet 2020.

Dans ce communiqué, la Direction générale du Centre International de Conférence de Bamako (CICB), s'est dite d'abord surprise de constater que le comité syndical du service ait enregistré et diffusé une situation née d'une circonstance exceptionnelle (gestion de la crise de Covid-19).

Selon le communiqué mis à notre disposition, dès l'annonce des mesures gouvernementales de fermeture, le 11 mars dernier, la direction du CICB indique avoir rencontré le syndicat pour évoquer ce cas de force majeure et donner l'assurance de sa détermination à conserver tous les emplois, bien qu'il reconnaisse que l'option du chômage était sur la table. D'ailleurs, il a été procédé, selon le communiqué, au paiement intégral des salaires de mars et avril.

Comme précision, le CICB indique que la question de salaire impayé évoquée par le comité syndical ne concerne pas tout le personnel, mais les contractuels dont le traitement salarial est prélevé au niveau du chapitre des recettes générées par les activités abritées par le CICB.

La Direction du CICB a fait savoir que le centre, à l'instar de toutes les structures d'accueil d'évènement, a été frappé de plein fouet par les conséquences des mesures prises par les autorités contre la pandémie de la Covid-19 depuis le 11 mars dernier.

Elle a tenu à préciser aussi que les récentes réouvertures du centre ont été faites dans le cadre de service à la nation, notamment lors de la session parlementaire, suite à l'élection législative et l'adresse aux forces vives de la nation du président de la République. Des services qui ne permettent pas, selon elle, de générer de ressources.

Par conséquent, en tant que première responsable du centre, la Direction générale du CICB a rassuré le personnel de sa volonté de tout mettre en œuvre pour trouver une solution à la situation « tout comme il en a été fait de tous les arriérés de salaire à la réouverture du CICB en 2019 ».

Elle a indiqué d'ailleurs qu'il a été entrepris des démarches auprès des hautes autorités afin de faire du CICB, une structure prioritaire de l'accompagnement de l'État dans le cadre de l'appui aux organisations impactées par la Covid19, afin de payer les salaires des mois de mai à septembre.

Tout en condamnant la tentative d'intimidation par intrusion organisée de médias en ligne, la Direction générale du CICB a profité de ce communiqué pour inviter le comité syndical à plus de responsabilités et au respect des normes de courtoisie dans le cadre de leur rôle de défense des intérêts des syndiqués

**Issa Djiguiba**

# Lettre ouverte à l'UNTM : Le temps de l'indifférence est fini !

**Camarades,**

Beaucoup de maliens sans voix sont surpris et étonnés par le silence de la grande centrale syndicale de l'Union Nationale des Travailleurs du Mali (UNTM). C'est pourquoi, je me suis permis, en leur nom et au mien propre, de venir solliciter à travers ce message ouvert, votre adhésion à la lutte entamée contre les pratiques désastreuses de M Ibrahim Boubacar et son régime pour mauvaise gouvernance démocratique menée à travers la gestion patriarcale, oligarchique et ploutocratique de la République du Mali. Par cet exercice surprenant du pouvoir, la patrie s'est retrouvée dans les mains d'une centaine de personnes et leurs prolongements, ignorant du coup toutes les ressources humaines de qualité qui pouvaient accompagner le président pour traverser cette période douloureuse de l'histoire de la république du Mali. Cette manière de conduire les affaires nationales a contribué ainsi à la détérioration généralisée de tous les secteurs de la vie du pays.
Travailleurs et travailleuses affiliés à notre grande centrale nationale UNTM, syndiqués autonomes,

**Camarades,**

Jean Jaurès n'a-t-il pas dit:
« Le courage, c'est d'agir et de se donner aux grandes causes sans savoir quelle récompense réserve à notre effort l'univers profond, ni s'il lui réserve une récompense ».

**Dignes Héritiers et successeurs de Karambé et autres, syndiqués autonomes, Camarades,**

Combattants de toutes les luttes socioéconomiques au Mali et de celles d'émancipation de son peuple, de l'avènement de l'indépendance, puis de la démocratie jusqu'à aujourd'hui, l'heure est à l'union sacrée autour du Mouvement du 5 juin, le Rassemblement des Forces Patriotiques (M5-RFP) pour demander pacifiquement le départ de M. Ibrahim Boubacar Kéita et son régime afin d'entamer la refondation du pays. Le temps de l'indifférence est passé.

**Camarades membres de l'UNTM et de syndicats autonomes,**

La patrie est en danger et il faut la sauver.
Beaucoup de personnes limitent leur analyse aux simples questions de contentieux électoral. Ce fût certes la goutte d'eau qui a fait déborder le vase; mais le mal était là, assez profond avec des conséquences sérieuses sur l'existence même du Mali. C'est pourquoi, je vous invite humblement à laisser de côté les querelles de personnes, d'obédience, d'enterrer la hache de guerre et de considérer plus, les causes pour lesquelles la lutte est menée. Actuellement, il est question du salut de la nation malienne.

**Camarades,**

Qui peut dire que les motivations profondes pour la désobéissance civile déclenchée ne sont pas fondées ?
Pouvez-vous dire, en toute objectivité que les promesses faites aux Maliens en 2013 sont à

la veille d'être tenues ou au contraire la situation générale du pays s'est empirée ?
La réponse est claire pour tous les observateurs intéressés et l'ensemble de la population malienne dont vous êtes partie intégrante.

**Depuis l'arrivée de ce régime au pouvoir :**

– la paix s'est éloignée un peu plus, chaque jour que Dieu a fait,
– l'instabilité et l'insécurité se sont installées, puis se sont étalées sur le territoire national, du Nord au Sud, de l'Est à l'Ouest,
– l'autorité de l'état n'est pas affirmée sur les 2/3 du territoire national,
– la protection des personnes et de leurs biens est rarement assurée partout,
– la corruption endémique et les malversations financières se sont multipliées,
– l'honneur et la dignité des maliennes et des maliens sont bafouées,
– l'école publique, celle fréquentée par les enfants de la majorité de la population, ne bénéficie d'aucune attention particulière,
les enfants de pauvres ne peuvent plus accéder aux différents concours de recrutement professionnel quelle que soit leur qualité intrinsèque, faute de moyens,
– la jeunesse, force de production de la nation, est abandonnée sans perspectives d'emplois,
– les services de santé et la déserte en Eau et Énergie se sont détériorés,
– les équipements et fournitures de l'armée ne sont pas encore à hauteur de souhaits pour que les FAMA accomplissent leur mission régalienne malgré des budgets de circonstances,
– Aucune stratégie fonctionnelle, voire opérationnelle pour le renforcement du climat de confiance entre l'état et les mouvements de la rébellion du Nord et du Centre du pays, pour un mieux vivre ensemble n'est perceptible par la population,
– la gouvernance des institutions est confiée aux proches de la famille du président (bureau de l'assemblée nationale, haute cours de la justice, primature) etc. sans aucune expérience avérée et la moralité requise,
– le dernier Premier ministre n'a pas encore été à mesure de présenter une Déclaration de Politique Générale depuis un an qu'il est en poste,
– le président Ibrahim Boubacar Kéita n'arrive

ni à faire adhérer la population à sa vision, ni à se faire accompagner de ressources humaines appropriées pour sortir le pays du gouffre avec un résultat perceptible,
Que dire des derniers évènements durant lesquels une branche des services de sécurité (FORSAT) s'est permis de tirer à balles réelles sur les citoyennes et citoyens qui ont manifesté mains nues, acte qui est condamné internationalement, inacceptable et puni sur le plan national par la loi.
Aux familles éplorées, je renouvelle mes sincères condoléances pour les personnes décédées et je souhaite un prompt rétablissement aux blessés.
Voilà le résumé de quelques faits marquants, vérifiables, qui peuvent justifier l'engagement de tous les patriotes dans la dernière phase de la lutte pour la démission pacifique de M. Ibrahim Boubacar Kéita de la présidence de la République du Mali.
Travailleurs affiliés à l'UNTM et syndiqués autonomes,

**Camarades,**

J'en appelle à votre sens du devoir et à votre fibre patriotique. C'est le moment de prendre le train de l'histoire, le train pour un renouveau socio-économique, le train pour une nouvelle gouvernance démocratique au Mali. Ne restez plus en marge du combat pour le salut de la République du Mali.
Ensemble, avec les représentants de toutes les sensibilités, de l'intérieur et la diaspora, l'audit de la nation sera organisé et les bases de la refondation de notre cher pays seront lancées.
Rejoignez le M5-RFP pour que nous terminions rapidement cette phase de la lutte. Notre bien commun est le Mali: « Tout pour la patrie, le Mali notre patrie»
Vive les travailleurs, solidaires avec le peuple, pour un but, avec une fois ébranlable à la refondation du Mali pour un avenir radieux de la nation.

**TOUS ENSEMBLE JUSQU'À LA VICTOIRE!**
**Pour le Mali d'aujourd'hui,**
**Pour le Mali de demain,**
**Pour une Afrique démocratique, unie dans la paix, développée et prospère.**
**Cordialement :**
**Pr (ElHadj) Adama Diambourou Diarra**
**Professeur agrégé Génie Électrique/ Polytechnique Mtl 1990**
**Président fondateur de AMCADDIA**
**Dambé Ka Ségui Sô**

# Assassinat crapuleux du Dr. KODIO : Ce crime qui nous interpelle !

Justice pour le pharmacien Dr. Abdramane Kodio, assassiné lâchement dans la nuit du 16 au 17 juillet 2020, dans sa pharmacie, à Kalaban-Coura. Ce qui lui est arrivé doit interpeller chacun d'entre nous. Cet acte odieux prouve à suffisance que les entrepreneurs de ce pays sont en insécurité à tout moment, en tout lieu et à tous les niveaux.

Comment sommes-nous arrivés à ce stade de déchéance de nos valeurs sociales ? Que pouvons-nous faire ? Que devons-nous faire pour que de tels actes criminels soient à jamais bannis dans notre pays ?

Ce qui est évident, c'est que le Mali traverse une véritable crise de valeurs imputable au manque d'éducation d'une bonne partie de ses enfants. «Après le pain, l'éducation est le premier besoin d'un Peuple ». Cet adage en dit long sur la nécessité pour l'homme de recevoir une éducation en ce sens qu'elle participe pleinement au développement de ses dispositions naturelles, morales, intellectuelles et physiques. Mieux, la nécessité d'une « éducation populaire » qui cherche principalement à promouvoir, en dehors des structures traditionnelles d'enseignement et des systèmes éducatifs institutionnels, une éducation visant l'amélioration du système social. Une forme d'éducation qui se positionne en complément de l'enseignement familial, formel ou académique et qui reconnaît à chacun la volonté et la capacité de progresser et de se développer, à tous les âges de la vie.

Au Mali, les comportements, les faits et gestes de tous les jours sont largement révélateurs d'une indiscipline et d'une incivilité caractérisée. La triste vérité ressort d'un bref clin d'œil sur l'environnement immédiat (services publics, hôpitaux, transports en commun, voies publiques, voisinage, etc.). Combien de fois, en une seule journée, voit-on un chauffeur de transport en commun ou de taxi forcer un feu tricolore, ou s'adonner à une course à la mort ? Craignant plus d'être arrêté par un agent de la circulation et de perdre la clientèle, que de passer sur un piéton ! Que dire des surcharges dans les bus et minibus avec la complicité des usagers eux-mêmes ! Aucune règle, aucune directive, à part celles de l'apprenti ou du chauffeur, n'est respectée. Chacun n'en fait qu'à sa tête et se suffit à lui-même ; ignorant volontairement le danger que constitue le tombeau roulant dans lequel il s'engouffre au quotidien.

Ne font-ils pas des actes d'irresponsabilité et d'irréflexion ces piétons qui, faisant fi des passerelles et autres passages protégés, mettent leur vie en péril ainsi que celle des autres ?

Autant de fois voit-on des vieilles personnes, jeunes et adultes satisfaire leurs besoins naturels aux rebords des clôtures de maisons, de stades, d'usines, de sentiers, etc. On en a marre de ces rappeurs maliens qui, dans leurs clips et textes, confondent femme et débauche. L'ATM (Ancien Type de Malien) respectait, valorisait, protégeait la femme. Qu'en est-il de ces étudiants et autres jeunes qui incendient ou caillassent des bus et biens d'autrui, alors qu'ils sont censés être le « Mali de demain » ?

Au sein des hôpitaux, négligence et insolence du personnel semblent constituer la règle. Les formules de politesse (Bonjour, Pardon, Merci, S'il vous plaît), sont en voie de disparition.

Les cours d'éducation civique et morale, s'ils sont toujours enseignés à l'école, qui permettaient à l'enfant d'intégrer certaines notions de civisme, et de discipline ne servent plus à grand-chose. Le déclin de la traditionnelle « éducation collective», le débat sur la « correction ou non » de l'enfant, la fuite de responsabilité des parents constituent le faisceau d'indices expliquant l'absence d'un « Code moral » pour jeunes et adultes d'aujourd'hui. Seul l'indiscipliné est violent, voleur, violeur et tueur.

D'après la sagesse africaine, « on n'abat véritablement un arbre qu'en s'attaquant à ses racines. L'enfant sans discipline au moment de sa jeunesse fera rarement fruit à sa vieillesse.»

La restitution des valeurs commence donc par la reprise d'une bonne éducation de l'enfant ; tout en sachant ceci : « Éduquer un enfant consiste d'abord à s'éduquer soi-même » car tous les excès se paient... chèrement. Parents, enseignants et adultes, devront reprendre conscience que les enfants les imitent et s'inspirent de leurs attitudes pour fonder leur manière d'être, de sentir et d'agir. L'action des aînés, leurs bons exemples et leur conviction devront constituer la base d'un apprentissage des comportements sociaux pour notre jeunesse.

Ce qui permettra de revenir à une éducation traditionnelle. Celle-ci sera collective car relevant non seulement de la responsabilité des parents, mais aussi de toute la famille et de la société, etc. L'enfant aura une multitude « d'éducateurs » en ce sens qu'il pourra être,

sans excès, conseillé ou corrigé par n'importe quel adulte du « village ». Cette éducation sera progressive et continue, c'est à dire adaptée à chaque catégorie d'âge (allant du respect de la hiérarchie à la vie conjugale, en passant par la discipline individuelle et celle en société, etc.) Cette forme d'éducation reposera sur une uniformité des principes éducatifs qui régissent la société malienne. Elle sera physique, intellectuelle, religieuse, morale, sociale, etc. Une reprise des « bonnes vieilles méthodes » sera alors nécessaire : méthode de la peur, méthodes des contes, légendes, devinettes, proverbes, etc. L'éducation moderne n'est pas à bannir mais à consommer avec modération. Elle permet l'intégration de l'individu dans un pays tiers, son ouverture d'esprit, son acceptation des diversités culturelle et religieuse, etc. Seulement, c'est une forme « d'éducation à l'occidental » qui ne doit pas être exclusive dans une société comme la nôtre. Parlons, d'autre part, de ces émissions télévisées, sans utilité aucune, qui polluent le petit écran et qui participent également à la dépravation des mœurs. Elles sont sources d'impudeur, de sexualité précoce, de mal-être profond, de perte de temps, etc.

Ces émissions dont les sujets ne sont que sexe, danses obscènes et autres futilités et tout un tas d'émissions dont il conviendrait de démissionner, sans bien sûr paraphraser un Ministre qui parlait de « télévisions poubelles ». Parlons-en ! Accordons-nous pour dire que par pur gêne ou par respect, il n'est plus possible de regarder la télévision en compagnie de nos pères et mères, de nos frères et sœurs ! Termes déplacés et images indécentes en sont les principales causes.

La Jeunesse Consciente n'accepte pas de passer son temps à faire du « yérélabila », à parler de sexe, de séduction, d'amitié entre filles et garçons et de nous ne savons quoi ! L'arrivée crescendo d'animateurs bavards, dépourvus de charme et d'éloquence en dit long sur cette sorte de perversion de nos radios et télévisions. D'autres sujets sont là, plus intéressants : des idées de développement et de restitution des valeurs civiques et morales, des idées de projets pour les jeunes, des sujets socio-éducatifs et de culture générale. Il faut, surtout, une « régulation » de ces émissions, par l'autorité compétente.

De leur côté, les médias, plus intéressés par la rentabilité et la visibilité de leurs articles,

que par le volet éducatif de leurs missions, sont aussi responsables de cette désastreuse situation. Ils ne font que la publicité de fausses célébrités et d'autres sujets sensationnels (viols, divorce people, prostitution, diffamation, sorcellerie, etc.). Ils s'érigent en complices de ces hors-la-loi (marchands ambulants, garages mécaniques, menuiseries, cantines, vendeurs de table...) qui occupent illégalement les rues et trottoirs, allant même jusqu'à menacer les autorités étatiques chargées de remettre de l'ordre sur la voie publique.

## La « face cachée de l'iceberg ».

Pire encore, l'accoutrement de la gent féminine est, aujourd'hui au Mali, synonyme de nudité. Les jeans slims, objets de controverses. Il est très facile d'invoquer les revers de l'occidentalisation de notre société pour trouver un sens à tout cela. Mais désormais, il n'est plus possible de se voiler la face. Acceptons qu'il n'y a plus de repères, ni de références ! Il n'y a plus de bonne éducation pour des adultes encore moins des jeunes. Il n'y a plus de place pour la pudeur. L'indécence a atteint son paroxysme, son plus haut degré. Ces gestes qui, autrefois, frisaient l'insolence sont devenus choses banales et ne choquent presque plus personne. Bref, le constat est là. Au Mali, les moyens de vivre sont en train de prendre le dessus sur les raisons de vivre.

## Disons NON au Fatalisme, aux contre-valeurs !

Il est encore possible de restituer nos valeurs : Amour du prochain, Union, Entraide, Discipline, Respect des règles sociales (étatiques, religieuses et morales), Charité, Générosité, Hospitalité, Éducation, Suprématie de la collectivité sur l'individu, Solidarité responsable, Respect des ainés, vieillards et invalides, etc. Aussi, les instances politiques devront être fidèles à leurs « promesses de changement » et réorganiser les structures socio-économiques appropriées de manière à placer les maliens dans des conditions d'existence décentes. Il est indispensable de placer les enfants (et donc les parents) dans les conditions d'existence nécessaires à leur développement harmonieux avant de les éduquer aux valeurs. Il leur faut une bonne santé mentale, physique, des conditions matérielles adéquates, une nourriture équilibrée, etc. Il faut une prise de conscience de cette crise morale de la jeunesse malienne. Lutter contre le déracinement car il n'y a plus riche que nos cultures et traditions. « Tout n'est pas bon à jeter chez les autres », mais « fossi tè yérébo ».

En tout cas, ce qui est arrivé au Dr Kodio peut arriver à chacun d'entre nous. L'insécurité au Mali est devenue si présente que chacun d'entre nous peut être tué pour ses biens à n'importe quel moment. Pouvons-nous continuer ainsi ? La justice est muselée, des dossiers sont retirés du circuit judiciaire en catimini. Où allons-nous nous plaindre, où allons-nous nous laver et où nous sécher ?

**Sambou Sissoko**

# Tueries du 10 juillet à Bamako : La CNDH prend le dossier en main

La Commission Nationale des Droits de l'Homme observe avec intérêt les évènements de la crise sociopolitique du Mali. Suite aux évènements du 10 juillet portant atteinte aux droits de l'homme, elle se mobilise pour restaurer les droits. C'est dans un entretien que le président de ladite institution nous a fait part de sa préoccupation de la grave situation.

Tirs à balles réelles, vandalisme et pillage des services publics ont caractérisé la dernière manifestation de M5-RFP, le 10 juillet, dont les évènements se sont poursuivis quelques jours après. Cette crise sociopolitique très inquiétante ne laisse personne indifférent, surtout les défenseurs des droits de l'homme.

Suite à ces évènements malheureux, la CNDH, l'institution nationale des droits de l'homme, dans sa mission de veille et de protection des droits, se mobilise. Approchée par nos soins, le président de la CNDH s'est prononcé sur les faits et annonce des enquêtes.

« Depuis qu'on a constaté qu'il y a eu mort d'homme, ce que nous qualifions d'atteinte à la vie, est une violation des droits de l'homme. Nous avons commencé une mission de monitoring sur le terrain », affirme le président de la CNDH, Aguibou Bouaré. Cette mission, explique-t-il, est une enquête pour situer les circonstances dans lesquelles ces violations sont intervenues. Elle vise à mesurer la gravité de ces violations, ajoute-t-il. C'est dans cette dynamique que la CNDH s'est rendue à la gendarmerie du Camp I, où certaines personnes avaient été gardées à vue en lien avec les évènements sociopolitiques.

Aux dires du président Bouaré, au cours de cette visite d'entretien avec les détenus et les agents chargés de leur sécurité pour d'éventuels cas de violation, l'équipe de la CNDH a été interdite de visiter les cellules des détenus. Cela, par les agents de sécurité qui affirmaient avoir reçu des instructions de leur hiérarchie. Toute chose contraire au mandat de la CNDH.

« Après l'entretien avec trois détenus, nous avons souhaité visiter les cellules dans lesquelles ces personnes étaient détenues. C'est en ce moment que on s'est buté au refus des agents », déplore M. Bouaré.

Toujours dans le cadre des investigations, la CNDH a rendu visite au président de la CMAS, l'autorité morale du M5-RFP pour vérifier les allégations de violations des droits de l'homme, explique Aguibou Bouaré. « Nous avons vu des impacts des balles sur une des portes d'entrée au niveau de sa mosquée », témoigne-t-il. A ses dires, l'imam Mahmoud Dicko leur a montré des douilles de balles, des douilles des gaz lacrymogène.

A en croire M. Bouaré, avant d'en terminer avec le rapport sur les faits, il est prévu de passer dans les hôpitaux pour vérifier la présence des personnes blessées pour s'assurer des circonstances dans lesquelles ces personnes ont été blessées. Aussi, le siège du M5 où des saccages ont eu lieu fera l'objet de visite, selon le président. D'ores et déjà, l'ORTM et le siège du Haut Conseil des Collectivités Territoriales ont été visités. Car, rappelle-t-il, tout cela constitue des violations, des atteintes des droits de propriété, des atteintes de sécurité, de l'intégrité physique.

A la suite de cette enquête, rassure le président Bouaré, la CNDH élaborera un rapport circonstancier sur tout ce qui s'est passé et sur tous les éléments dont elle dispose et pour saisir qui de droit à la nécessité de justice.

Pour lui, les droits de l'homme exigent également le combat contre l'impunité. A cet effet, la CNDH ne peut pas tolérer l'impunité. « Nous allons exiger qu'il y ait des suites juridiques et judiciaires pour toutes les violations qui ont été causées », déclare-t-il.

Avant de conclure, le président de la CNDH, Aguibou Bouaré, a rappelé que le droit de l'homme n'a pas de coloration politique, ethnique. Il n'a pas non plus de discrimination à considérer. Les droits de l'homme sont des droits universels, insiste-t-il.

« J'en appelle le peuple malien à se donner la main. Il ne faut pas que cette crise soit une autre occasion de diviser encore les Maliens parce que déjà, il y a une division au nord sur les questions de souveraineté ; au centre il y a des divisions entre les communautés », conclut-il.

Soulignons que la CNDH, institution nationale chargée de la protection et de la promotion des droits de l'homme et de la prévention de la torture, a eu à tirer la sonnette d'alarme bien avant que les évènements ne commencent à dégénérer.

**Oumar SANOGO**

# Crise sociopolitique : Rôle et place de la femme

Malgré le fait que les femmes ne soient pas suffisamment impliquées dans le processus de prise de décisions, notamment dans la plupart des pays africains, il n'en demeure pas moins qu'elles ont un rôle très important à jouer dans la résolution des différentes crises sociopolitiques, et participent activement auprès des hommes dans tous les événements.

En effet, la femme malienne, réputée pour sa patience et sa soumission, incarne aussi la bravoure, et d'autres valeurs sociétales telles que la culture de la paix, l'entente, l'unité, la cohabitation, la réconciliation, etc. Toutes choses qui font d'elles non seulement des actrices, mais aussi des conseillères occultes des hommes. D'où l'adage : « la nuit porte conseil ».

« Au Mali, en 1991, les manifestations ont commencé par les jeunes qui dénonçaient la mauvaise gouvernance, réclamaient plus de droit (démocratie, meilleure condition de vie et de travail, etc.). Les hommes les ont suivi, et après les femmes dégoûtées par les nombreux morts et blessés, ont rejoint la lutte et ont fini par avoir gain de cause.

Il ne faut donc pas les sous-estimer avec leurs pilons, spatules, calebasses, etc. Ce qui signifie dans la tradition : une forme de malédiction », explique M. Bamba, fonctionnaire à la retraite.

Quant à Mme Diarra, elle n'a pas manqué de nous rappeler les événements de 2012.

« Vous-vous souvenez des événements de 2012 ? Quand les femmes des militaires se sont levées et on dit non, les hommes ont pris les choses en mains pour remédier à la tension sociale liée à l'incertitude économique, aux changements politiques et à l'insécurité qui régnaient dans certaines régions. Ainsi, nous avons l'habitude de dire chez nous que « la femme est la pire des armes qu'un pouvoir doit redouter ».

Et oui, c'est ce que l'ancien président du Faso, Thomas Sankara, confirme dans cette déclaration :

« Camarade, il n'y a de révolution véritable que lorsque la femme est libérée. Que jamais mes yeux ne voient une société, que jamais, mes pas ne me transportent dans une société où la moitié du peuple est maintenue dans le silence. J'entends le vacarme de ce silence des femmes, je pressens le gouvernement de leur bourrasque, je sens la furie de leur révolte. J'attends et espère l'irruption féconde de la révolution dont elles traduiront la force et la rigoureuse justesse sortie de leurs entrailles d'opprimées. »

Et depuis que les manifestions du M5-RFP ont commencé, nous avons constaté que les femmes, à l'image de Mme Sy Kadiatou Sow, étaient au premier rang du mouvement pour dénoncer les injustices et la mauvaise gouvernance au même titre que les hommes, souvent même plus qu'eux, et figurent même parmi les martyrs.

Pour dire que la détermination des femmes dans des moments de crise sont sans pareil, car elles n'hésiteraient pas à donner leur vie pour la cause de leurs maris et enfants. Elles sont comme l'adrénaline dont les hommes ont besoin pour aller au bout de leurs espérances.

**Adam DIALLO**

# Période de crise politique au Mali : Presse en danger interpelle la HAC

La ville de Bamako est devenue, ces derniers temps, le théâtre de violentes manifestations qui opposent les forces de l'ordre et les partisans du M5-RFP qui demandent la démission du Président Ibrahim Boubacar Keita (IBK) et de son régime. En cette période de crise, l'accès à la vraie information sur le terrain constitue à la fois un risque et un défi pour les journalistes.

Le rôle du journaliste dans la recherche de l'information est capital en temps de crise : « Il est important pour le journaliste de trouver le bon équilibre entre l'information d'urgence, l'information de service public et l'information constructive pour rendre effectif le droit à l'information aux citoyens pour permettre à ces derniers de mieux comprendre le monde qui les entourent », explique un spécialiste de la communication en temps de crise.

Les journalistes (presse privée et publique écrite, parlée et audiovisuelle) ayant couvert des récents évènements du M5-RFP, violemment réprimés par les forces de l'ordre, ont eu leurs doses de corrections au même titre que les manifestants. Fort heureusement, aucun décès n'a été recensé au sein de nos confrères dont certains sont blessés, leurs matériels de travail endommagés.

En effet, ces soldats de l'information (hommes et femmes de médias) n'hésitent pas à aller au charbon à la recherche de l'information pour satisfaire les lecteurs ou téléspectateurs qui souhaitent vivre ces évènements en temps réel.

« C'est vrai, depuis le début de la crise, les journalistes peinent à travailler convenablement. Ce qui est fréquent en temps de crise. Mais ce qu'on déplore, c'est l'agression dont ils sont victimes. Il urge pour les faîtières de trouver une solution à cela. Pour ma part, il s'agit d'aller au-delà des communiqués, de sortir pour rencontrer les responsables de la police et du M5-RFP », propose Mohamed Dagnoko, Correspondant de MEDI TV à Bamako.

Aussi, souligne notre confrère, en situation de crise, le journalisme devient une profession assez exceptionnelle : « La couverture d'une crise est délicate. Elle nécessite plus de recul qu'en temps ordinaire. L'idée, c'est de se rassurer que l'information que nous allons diffuser est sûre, car les conséquences peuvent être très graves s'il s'avère que c'est une information fausse ou une manipulation. Il revient à la Haute Autorité de la Communication (HAC) de jouer pleinement son rôle en assainissant le milieu, et aux organes de presse de donner plus de place aux faits qu'aux commentaires ».

Pour nombre d'observateurs, ce sont la recherche du sensationnel et la course à l'audience toujours impitoyables, qui sont aujourd'hui les sujets favoris de certains journalistes maliens qui tombent généralement sous le coup de la diffamation ou d'atteinte à la vie privée d'honnêtes citoyens.

Dans tous les cas, le droit d'informer est une composante essentielle de la démocratie. Mais, la recherche de l'information d'utilité publique constitue de nos jours un véritable challenge pour les journalistes. Le plus souvent, ces infos sont frappées du sceau de la confidentialité. Et le journaliste est parfois obligé de passer par plusieurs moyens pour les avoir et les mettre à la connaissance du public qui a droit à la bonne information.

Voilà pourquoi, on doit faciliter la tâche aux hommes de médias qui, en plus de leurs rôles d'information et de sensibilisation, concourent à l'apaisement du climat sociopolitique en diffusant des messages rassurants.

**Andiè Adama DARA**

# CEDEAO : les potins de la médiation

## Réussir ou périr !

Pour plusieurs observateurs de la scène politique, le sang de certains manifestants continue de couler encore dans le fleuve Djoliba. Les derniers développements de la situation ont creusé un fossé important entre le mouvement du 5 juin-RFP et le pouvoir en place. Il convient de le niveler avant qu'il ne soit trop tard. Ce qui veut dire que la mission conduite par Mahamane Issoufou a proposé un traitement de choc, suivant le schéma des émissaires venus précédemment pour sauver le Mali. Mais certains pensent qu'il faut sortir de la lecture superficielle, afin de mieux cerner tous les contours de la crise.

## Haro sur les 5 étoiles

Comme dans un film de fiction, chaque partie tente de tirer le drap de son côté. Bien sûr, c'est ce qui a motivé les jeunes du mouvement du 5 juin-rassemblement des forces patriotiques qui sont sortis en masse pour prendre d'assaut l'artère principale qui mène à l'aéroport international Modibo Keita. Ils brandissaient des pancartes pour montrer leur colère et leur désarroi contre la gouvernance du Président Ibrahim Boubacar Keita. On pouvait lire : "IBK dégage ! "IBK démission !"

## Affrontement des illuminés !

Le ridicule ne tue plus dans notre pays. Certains proches du pouvoir ont fait appel à des jeunes pour montrer aux hôtes du jour que, malgré les mouvements de contestations certains citoyens se reconnaissent dans la gouvernance du Président IBK. Pour ce faire, ce sont des jeunes de l'association des élèves et étudiants du Mali (AEEM) qui ont été mobilisés et s'érigent en défenseurs des institutions de la République. Ce qui a donné lieu à des affrontements entre jeunes. Conséquences : plusieurs ont été blessés. Les deux protagonistes étaient présents devant le mémorial Modibo Keita. Aussi, un membre de l'AEEM a tiré à balles réelles sur certains jeunes du M5. Une nouvelle donne qui risquerait de compliquer la situation.

Demande de libération de Soumaila Cissé !

Les partisans du chef de file l'opposition ne sont pas restés en marge de ce mouvement. Ils se sont rassemblés devant l'hôtel Sheraton pour demander la libération de l'honorable Soumaïla Cissé, privé de liberté depuis le 25 mars 2020. Le hic a été que, malgré leur désir de prouver aux 5 étoiles qu'ils sont stupéfiaits par l'enlèvement et la détention de l'honorable Soumaila Cissé, ils ont été chassés de la devanture de l'hôtel Sheraton. On pouvait lire sur les banderoles : "libérez Soumaila Cissé". C'est de bonne guerre qu'ils expriment leur inquiétude devant les chefs d'Etats dépêchés dans notre pays pour tenter de recoller les morceaux.

## Maintien de l'ordre

Plusieurs fois décriés par les contestateurs pour leur comportement peu classique, les forces de l'ordre ont montré une nouvelle face. Cette fois-ci, ils ont fait preuve de professionnalisme. Cet état de fait a attiré l'attention de notre équipe de reportage. Tant mieux. Bravo à eux !

## Une vue superficielle de la crise

Dans un dossier de presse, la Cédéao reconnait que depuis le 5 juin 2020, la République du Mali, membre fondateur de la Cédéao, connait une crise sociopolitique persistante, nonobstant la symbolique de la main tendue du Président de la République, Son Excellence Monsieur Ibrahim Boubacar Keita.

Cette volonté manifeste de faire prévaloir le dialogue a conduit le Chef de l'Etat à initier une série de rencontres, d'entretiens et de concertations avec différents acteurs, toutes sensibilités confondues pour une sortie de crise. En vue de contribuer à l'apaisement du climat sociopolitique, le dialogue tant prôné par les plus hautes autorités de la République est plus que jamais incontournable. La mission de la Cédéao s'inscrit dans une dynamique de trouver une solution à la crise malienne.

Au-delà de sa qualité de membre de cette organisation sous régionale, le Mali, de par sa position géographique, est non seulement une passerelle pour le Sahel, mais surtout une digue pour la sous-région. C'est pourquoi force est de constater que l'implication de la Cédéao dans la décrispation de la crise malienne se justifie à plus d'un titre.

Rappelons qu'une première mission de la Cédéao au Mali, conduite par le Dr Goodluck Jonathan a rencontré, du 15 au 19 juillet 2020, toutes les parties impliquées dans la crise malienne. Cette mission a été sanctionnée par un communiqué final ponctué d'une série de recommandations.

## Départ prématuré du Président Ivoirien

A la suite de la mutinerie en coté d'ivoire, le Président Alassane Dramane n'a pas continué le reste des rencontres. Il a regagné son pays, laissant le soin à ses pairs de la Cédéao de parachever la médiation entre parties maliennes. Cette nouvelle confirme à quel point les Etats de la communauté de la Cédéao sont fragilisés par la mauvaise gouvernance.

**Ibrahim SANOGO**

# Gouvernance au Mali : Quand la jeunesse décide de prendre le pouvoir

On a très souvent dit et répété que le Peuple malien est un grand peuple. Et il l'est. Le Mali est un des rares pays d'Afrique que l'Histoire a façonné et dont les populations ont su, malgré des dissensions liées très souvent à la gestion de la terre et de ses ressources, tisser des relations peu conflictuelles fondées sur le respect d'us et de coutumes séculaires. Ainsi a été bâtie une civilisation qui met l'Homme au cœur de toute chose, l'Homme au service de la société qui lui donne tout son sens. Le respect des Anciens et de la parole donnée y ont pris une place importante, socle sur lequel se sont reposées toutes les ethnies du pays. Les Songhoy de Tombouctou disent : « Fur ni ije ma kanba ije wani ». Ce qui signifie « Laisse ton enfant et prends celui d'autrui ». Étant entendu que ton enfant, lui, sera porté par un autre. Cette pensée résume à elle seule toutes les relations humaines au Mali, particulièrement les relations entre les adultes et les jeunes. Or depuis l'indépendance de notre pays, le 22 Septembre 1960, les relations entre les plus jeunes et les anciens n'ont cessé de se dégrader débordant les cadres des villes où le phénomène était le plus criard pour envahir les campagnes, lieux de la tradition par excellence. Le résultat en est aujourd'hui que la parole des adultes a peu de poids pour les jeunes, la faute sans doute à certaines influences négatives venues d'ailleurs, mais surtout à la dégradation généralisée de l'éducation. Aujourd'hui, les jeunes sont dans une position de défiance vis-à-vis des adultes car ceux-ci leur donnent des images dégradantes d'eux-mêmes. Chefs de village, chefs religieux, notabilités, nyamakalas, politiques, parents n'ont que très peu d'influence sur les jeunes aujourd'hui. Parce que la parole des anciens s'est avachie, les jeunes ont décidé de prendre le pouvoir. Cette prise de pouvoir qui s'exprime tant par la violence dans les paroles que dans les actes est le signal d'une profonde transformation de la société malienne.

Il suffit d'ouvrir une page sur les réseaux sociaux pour découvrir combien les jeunes maliens peuvent être violents et ignobles dans leurs paroles. À visage découvert, des jeunes gens, filles et garçons, profèrent des injures renversantes pour tous ceux qui ont un tant soit peu reçu une éducation acceptable. Et ces injures sont souvent adressées à des personnes qui ont parfois l'âge de leurs parents. Cette situation se rencontre également dans les rues. Tous ceux qui sont des habitués de la circulation routière à Bamako, vous diront qu'ils ont essuyé, au moins une fois, la furie de jeunes gens qui, pour un rien, vous insultent père et mère et sont prêts à en découdre avec vous si le cœur vous en dit. Comment, en l'espace de quelques générations, les enfants maliens en sont arrivés à ces extrêmes ? Seuls les sociologues pourraient donner une réponse scientifique à cette question.

Une chose est sûre, les parents ont une grande part de responsabilité dans cette dégringolade de l'éducation des enfants. Il suffit de visiter les familles pour se rendre compte que les insultes les plus grossières sont souvent le fait des parents à l'endroit de leurs enfants. Ces derniers ne font donc que répéter ce qu'ils entendent à longueur de journée. Pire, au fil des Républiques qui se sont succédé au Mali, les adultes maliens ont épousé des comportements des plus dégradants. En effet, rares sont les chefs de familles, surtout fonctionnaires et hommes d'affaires, qui ne vivent pas de la corruption devenue une banalité au Mali. Au cours de leurs luttes, les élèves et étudiants du Mali ont découvert la face cachée de certains politiques dont les détournements de biens publics étaient devenus la règle. On a ainsi vu des acteurs du mouvement démocratique passer de locataires insolvables à milliardaires en l'espace de quelques années. Déçus par une démocratie dévoyée par des individus peu recommandables, les jeunes, scolaires surtout, ont tout simplement transposé à l'école la corruption éhontée de leurs aînés.

Ainsi tout se négocie à l'école, les maîtres étant entrés massivement dans le jeu.
L'argent a fini par être le moteur de la vie. Qu'importe la manière, il faut en avoir et de plus en plus. Ainsi, les notabilités, les religieux, les nyamakalas qui étaient censés garder le vestibule se sont laissé entraîner en goûtant à l'argent sale. Ainsi on a vu les griots chanter les louanges des pires voleurs de la République. Dans la recherche effrénée au gain, même certaines âmes vertueuses se sont laissé séduire pour ne pas avoir à essuyer le titre peu glorieux « d'enfant maudit ». Comme l'argent appelle la débauche, le Mali, dont certains aiment dire qu'il est musulman à 95%, est devenu le lieu de tous les péchés. D'année en année, les symboles pour une jeunesse qui se cherche ne sont plus les personnalités maliennes mais les rappeurs qui disent dans leurs chansons leur haine pour un Mali où les adultes font honte. D'année en année, la parole des adultes s'est dépréciée jusqu'à ne plus peser le poids d'un atome.
Si la majeure partie des politiciens se sont discrédités au fil des années à cause de leurs comportements déviants, c'est sous le règne d'Ibrahim Boubacar Kéita, IBK, que la marmite Mali s'est renversée. À cause d'une gouvernance catastrophique à tous points de vue, la jeunesse malienne a touché les fonds car privée de son droit à l'éducation. Parallèlement, le banditisme a atteint les sommets et les Maliens ne sont plus en sécurité nulle part. De bourde en bourde, IBK a cristallisé la colère des Maliens y compris ceux qui lui avaient fait confiance en 2013 et 2018. Lorsque cette colère a été portée par le Mouvement du 05 Juin-Rassemblement des Forces Patriotiques, la jeunesse malienne a envahi le Boulevard de l'Indépendance par dizaine de milliers. C'était, depuis Mars 1991, le plus grand rassemblement de Maliens dans la capitale. C'est cette foule en majorité composée de jeunes gens qui a paralysé Bamako pendant trois jours. Toute la colère contenue depuis des années a éclaté lorsque les éléments de la Force Spéciale Antiterroriste ont tiré à balles réelles sur la foule aux mains nues, faisant 23 morts et plus d'une centaine de blessés.
Aujourd'hui, alors des signes de dissensions apparaissent au sein du M5-RFP, les jeunes sont déterminés à poursuivre leur action de désobéissance civile. Ainsi, toute solution à la crise sociopolitique malienne qui exclurait la démission d'IBK et de son régime ne semble pas être à l'ordre du jour chez les jeunes manifestants. Les leaders du M5-RFP semblent donc pris en otage par leurs jeunes qui ne seraient pas près de considérer les morts de la répression comme des dommages collatéraux. C'est pourquoi la médiation de la CEDEAO conduite par 05 chefs d'États de la sous-région ouest-africaine devra intégrer et la mauvaise gouvernance, et les élections, et les tués des 11 et 12 juillet 2020 et la question sécuritaire de même que l'état de pauvreté généralisée pour espérer glaner une quelconque concession des leaders du M5-RFP. Car la jeunesse malienne est déterminée à prendre le pouvoir comme pour montrer la voie aux anciens. L'échec de toutes les médiations internes est la preuve s'il en est besoin que la parole des anciens ne porte plus. Plusieurs de ces personnes se sont disqualifiées en prenant ouvertement partie au lieu d'être des arbitres. Il faut craindre que la rue ne soit désormais le mode d'expression d'une jeunesse sans avenir.

**Diala Thiény Konaté**

# CEDEAO : Cheick Oumar Sissoko passe IBK au scanner

Dans une lettre ouverte adressée aux cinq chefs d'Etat de la CEDEAO ayant séjourné dans notre pays hier (il s'agit des Présidents Alassane Dramane Ouattara de la Côte d'Ivoire, Macky Sall, du Sénégal, Mahamadou Issoufou du Niger, Nana Akufo Ado du Ghana, et Mahamadou Buhari du Nigéria), le Président de « Espoir Mali-Kura » et membre du Comité Stratégique du M5-RFP, Cheick Oumar Sikasso, fait la radioscopie du Président IBK à ses homologues de la CEDEAO, et appelle ceux-ci à un examen de conscience pour savoir s'ils seraient prêts à faire dans leurs pays ce que IBK a fait aux Maliens.
Cheick Sissoko a jugé cette interpellation utile, car la voix des Maliennes et des Maliens, de l'intérieur et de la diaspora, ne semble apparemment pas bien entendue. Et de préciser que la demande de démission du Président IBK ne se fonde guère sur la seule mal gouvernance comme telle, « difficile à évaluer en soi », mais elle fonde surtout le fait qu'il est « accusé de fautes graves, pour lesquelles il doit répondre devant la loi ». Toute chose qui, à ses yeux, « est légal et constitutionnel ».

## IBK au scanner

« M. Ibrahim Boubacar Kéita s'est rendu coupable de parjure, en violant son serment, en violant la Constitution et en violant la séparation des pouvoirs. Des faits actés. M. Ibrahim Boubacar Kéita s'est rendu coupable de forfaiture et de haute trahison, en signant un accord de défense sans l'aval de l'Assemblée Nationale, document comportant des clauses restrictives sur la souveraineté de défense. Toutes choses qui l'ont bloqué (selon ses propres aveux) dans sa volonté d'équipement de notre Armée en moyens aériens.
Comme si cela ne suffisait pas, Chef suprême des Armées, il a tenté de soustraire à la justice ses proches corrompus mis en cause dans des détournements par surfacturations et achats de matériels inopérants (avions cloués au sol, blindés factices.. .). Il aura à jamais sur la conscience la mort de nos milliers de soldats sacrifiés, livrés à la boucherie, et la souffrance de leurs veuves et orphelins, délaissés, abandonnés.
M. Ibrahim Boubacar Kéita s'est rendu enfin coupable de crimes de sang, en ayant recours de manière illégale à la force antiterroriste, FORSAT, pour réprimer des manifestations pacifiques, d'abord à Sikasso, et maintenant à Bamako, et cela continue ailleurs, faisant 23 morts et plus de la centaine de blessés ; sans oublier les près de 15000 victimes civiles et militaires, au Nord et au Centre du pays, et quelques 400 villages détruits ». Note Cheick Oumar Sissoko.
Qui s'indigne du fait que le régime poursuit malencontreusement les intimidations et arrestations de leaders du Mouvement, dont des jeunes patriotes. « Cela est inadmissible », entonne-t-il, non pas sans effleurer au passage « le recours faits aux techniques des casseurs infiltrés et briseurs de grève pour confondre et discréditer le Mouvement M5-RFP, en saccageant des biens publics et privés. Les preuves existent et seront versés au dossier judiciaire. Nos consignes de non-violence sont attestées, et les thèses de débordement, fumeuses ».

## Votre solidarité doit être au bénéfice exclusif de nos populations, et non une complicité contre elles

« Nous avons entendu de vos émissaires que le départ du Président de la République est une ligne rouge à ne pas franchir. En fait, Vous pensez pouvoir demander au Peuple malien de ne pas poursuivre et démettre son élu à la magistrature suprême, alors qu'il a manifestement violé la loi et la Constitution dont le Peuple l'avait fait gardien. Qu'est-ce à dire ? En somme, on voudrait nous imposer d'accep-

ter le parjure, la forfaiture et la haute trahison, les assassinats délibérés. Je n'ose commenter pareille audace car nous Vous respectons. Mais, pourquoi se dote-t-on alors de lois ?
Au nom de quoi, un Chef d'Etat serait-il au-dessus des lois pour ne pas répondre des fautes gravissimes commises par lui, quand la loi a souverainement prévu la poursuite et la sanction ? Certains parmi Vous ont encore l'estime de nos peuples, prenez donc garde à ne pas Vous compromettre à vouloir sauver coûte que coûte un des Vôtres. Ce serait grave, car ce n'est pas une question de personne. Votre solidarité doit être au bénéfice exclusif de nos populations et non s'avérer une complicité syndicale contre elles.
Si cela ne Vous dissuade pas de Vous engager dans une mission formelle, à l'issue connue, malgré la répression programmée qui ne saurait être la solution, nous prenons à témoin les peuples frères de la CEDEAO et d'Afrique et l'opinion internationale. Aucun Président n'a à craindre un soi-disant « syndrome malien », tant qu'il n'enfreint pas gravement aux lois de son pays. Les lois nous protègent tous, ou du moins, c'est ce qui se doit.
Nous reprochons au nôtre sa gouvernance et celle de son régime, et dénonçons son incompétence et les frasques inacceptables de son clan. Mais, c'est surtout pour les accusations fondées de préjudice à la Nation, comme exposées plus haut, qu'il est appelé par le Peuple malien à rendre sa démission. S'il persiste, nul doute que le Peuple saura décider de son sort.
Un nouveau jour se lève sur le pays de Modibo Kéita, l'espoir de la renaissance du Mali. Que nul ne s'y méprenne pour tenter de le briser. Une conférence souveraine prendra en compte les attentes de toutes les composantes nationales. Nous ne désespérons pas de voir nos parents de Kidal regagner au plus vite leur place dans la république débarrassée de la mauvaise graine dans les Institutions dévoyées. Avec toutes nos familles réunies, y compris la Diaspora forte de plus de 4 millions d'âmes, nous rebâtirons, dans la paix des cœurs, notre Nation porteuse de son destin africain d'humanité et de dignité ».
Sauront-ils s'élever au-dessus de la mêlée ? That is the question!

**Yama DIALLO**

# Crise au Mali : Les chancelleries occidentales doivent être plus objectives

La situation sociopolitique dans notre pays préoccupe certes nos partenaires de la communauté internationale et continue de susciter des réactions de leur part. Mais aujourd'hui, il urge qu'ils arrêtent d'être autisme vis-à-vis du vaillant peuple malien. On se souvient des réactions de certains d'entre eux avant même que la CEDEAO n'ait décidé de l'envoi d'une mission de médiation dans notre pays, dont la plus tristement célèbre a été celle du représentant des Etats-Unis pour l'Afrique, qui est allé jusqu'à confondre la demande légitime du peuple malien de démission d'IBK à une tentative de coup d'Etat !

Ensuite ce fut le tour de la médiation de la CEDEAO de venir tout mélanger avec le dessein sinistre de saboter la lutte de libération engagée par le peuple à travers le M5-RFP. Heureusement qu'un Mali existe au-delà de celui du président IBK et de ses thuriféraires, qu'il y a des maliens, plus nombreux et plus légitimes à même de revendiquer le statut du peuple... Et c'est ce Mali, de Kayes à Kidal, de Kindira à Andéraboucane et de la diaspora qui exige aujourd'hui la démission du Président IBK ! Et c'est ce Mali-là qui a, à travers les magistrats maliens, fait échouer les tentatives de sabotage de la CEDEAO.

Pour autant, des partenaires du Mali continuent à ignorer cette évidence, déclarant vainement qu'ils adhèrent aux propositions de la mission de la CEDEAO. Ainsi dans une déclaration rendue publique, l'Union Européenne (UE) indique que la mission de bons offices de la CEDEAO, conduite par l'ancien président nigérian, Goodluck Jonathan, a permis d'avancer vers un cadre de solutions concrètes et politiquement équilibrées.

Et dit se joindre à la déclaration de l'Union africaine du 21 juillet et encourage tous les acteurs politiques et la société civile à s'engager pleinement pour la mise en œuvre des recommandations de la mission de la CEDEAO. «Le rétablissement d'une Assemblée nationale légitime et d'un gouvernement d'Union nationale permettront au Mali de surmonter la crise actuelle», souligne la déclaration de l'UE qui déplore le grand nombre de morts et de blessés suite aux manifestations à Bamako du vendredi 10 juillet et les jours suivants.

Tout en présentant ses condoléances aux proches des victimes, l'UE demande qu'une enquête soit menée dans les meilleurs délais et que des poursuites judiciaires soient engagées contre les responsables. Même son de cloche du côté de l'Ambassadeur des États-Unis au Mali qui, dans un tweet, a confié avoir eu une réunion productive avec la délégation de la CEDEAO : «Nous continuons d'encourager tous les Maliens à travailler ensemble de manière constructive et nous soutenons les efforts de la CEDEAO pour résoudre équitablement la situation actuelle».

Elle aussi avait déploré le grand nombre de morts et de blessés suite aux manifestations à Bamako du vendredi 10 juillet et les jours suivants et appelé à ce qu'une enquête soit menée dans les meilleurs délais et que des poursuites judiciaires soient engagées contre les responsables. C'est là où réside toute l'hypocrisie de ces partenaires qui feignent ignorer que ce sont bien les services de Monsieur Ibrahim Boubacar Kéita, et sous les ordres de Monsieur Ibrahim Boubacar, qui ont tiré sur les manifestants et à balle réelle !

Ils font également preuve d'hypocrisie en appelant les Maliens à s'asseoir avec les acteurs d'un tel régime aux mains tachetées de sang malien. Dire que ces gens se vantent au quotidien d'être ressortissants des pays démocratiques et aux valeurs humaines fortes ! Si leur statut ne leur permet pas de dire la vérité, alors qu'ils laissent les Maliens réglés leur problème, en leur façon !

**Yama DIALLO**

# UN GROUPE BANCAIRE PROCHE DE VOUS !

Filiales

BDU - BF
BURKINA FASO

BDU - CI
CÔTE D'IVOIRE

BDM FRANCE
FRANCE

BDU
BANCO DA UNIÃO
GUINÉE BISSAU

Siège social : Avenue Modibo Kéita / BP 94 Bamako Mali
Tél. : (+223) 20 22 20 50 / 20 22 53 36 - Fax. : (+223) 20 22 50 85/20 22 42 50
www.bdm-sa.com

VOS AMBITIONS N'ONT PAS DE LIMITE

BDM SA

# Solidarité : Jama'at Islamique Ahmadiyya offre des habits aux orphelins

A quelques jours de la fête de Tabaski, Jama'at islamique Ahmadiyya-Mali apporte de la joie à certains enfants orphelins. En effet, l'organisation islamique leur a, à travers ses antennes régionales et du District de Bamako, offert 2.398 habits pour un coût global de plus de 8 millions de FCFA.

L'opération de cette année, la 8ème du genre, s'est déroulée lundi au siège de Jama'at islamique Ahmadiyya-Mali à Souleymanebougou. La cérémonie était présidée par le président du Jama'at islamique Ahmadiyya-Mali, Zafar Ahmad Butt, en présence du secrétaire général de l'organisation, Mohamed Daou et du maire adjoint de N'gabakoro Droit, Cheick Hamalla Diallo. Celui-ci a bien apprécié le geste de Jama'at islamique Ahmadiyya-Mali à l'endroit des enfants orphelins à quelques jours de la fête de Tabaski. « Ce geste est très spécial parce que lors de la fête de Tabaski, les enfants sont jaloux les uns des autres. Aujourd'hui, vous permettez à ces enfants orphelins de sortir fièrement pour fêter la Tabaski», a indiqué Cheick Hamalla Diallo.

Alassane Maïga, coordinateur de Humanity First, collabore avec Jama'at islamique Ahmadiyya-Mali depuis un bon moment sur plusieurs projets de développement, dont la confection de vêtements au profit des enfants orphelins lors des différentes fêtes musulmanes. «Nous avons un grand centre de couture à Djélibougou dans lequel travaillent des enseignants suffisamment qualifiés.

Il y a également des élèves en fin de cycle, qui sont aussi très compétents. Nous nous mettons ensemble pour coudre des vêtements au profit des enfants orphelins», a-t-il expliqué.

Le secrétaire général de Jama'at islamique Ahmadiyya-Mali a réaffirmé que ce projet est uniquement destiné aux orphelins du Mali afin de leur donner le sourire lors des fêtes musulmanes. Pour sa part, le président Zafar Ahmad Butt a rappelé que son organisation est présente dans plus de 200 pays à travers le monde.

C'est en 2005 qu'elle a débuté ses activités au Mali dans le but de contribuer à son développement, a-t-il dit, en annonçant que dans les mois à avenir, Jama'at islamique Ahmadiyya-Mali mènera beaucoup d'autres activités dans ce sens.

**Siné S. TRAORÉ**

# Guinée : L'opposition appelle à de nouvelles manifestations

Ce lundi à Conakry, l'opposition manifeste contre un éventuel troisième mandat du président Alpha Condé. La manifestation a été interdite par les autorités. Les manifestations sont menées par le FNDC, qui regroupe principalement des acteurs de l'opposition

La stratégie du Front national pour la défense de la Constitution (FNDC) est de manifester dans les quartiers de Conakry.

Que ce soit dans les médias locaux ou sur les réseaux sociaux, la principale information qui circule concerne la manifestation de lundi (20.07.20). Chacun commente l'actualité à sa manière. Les responsables politiques font des déclarations et des contre-déclarations, tandis que les opposants à un éventuel troisième mandat du président Alpha Condé exigent cette fois-ci le départ de ce dernier.

## L'opposition soupçonne le président Alpha Condé de vouloir briguer un troisième mandant lors de la présidentielle d'octobre 2020

"Nous sommes dans un vide constitutionnel ; vous n'avez pas de constitution, votre fichier est totalement corrompu. De plus, la Cour constitutionnelle est totalement en déphasage avec les principes de droit, la Céni, c'est un autre problème encore. Elle se bouche les oreilles et fonce tête baissée, en soutenant que quoi qu'il en soit, les élections présidentielles seront organisées", affirme Bah Oury, le président de l'Union des démocrates pour la renaissance de la Guinée (UDRG).

## Anti-démocratique

La mouvance présidentielle qualifie ces déclarations de l'opposition d'"anti-démocratique", considérant ces manifestations comme étant un "non-évènement". Selon Souleymane Keita, député du RPG arc-en-ciel à l'Assemblée nationale, un président démocratiquement élu ne peut pas être chassé par un groupuscule. Selon lui, le Front national pour la défense de la Constitution (FNDC) est en perte de vitesse.

## Les explications de Bangaly Condé à Conakry

"Cette opposition s'illustre malheureusement dans la violence, parce que lorsqu'on demande aux concitoyens de manifester dans leurs quartiers, c'est une façon de semer le désordre partout. Je crois que les opposants doivent agir avec raison, parce que notre pays n'a pas besoin de trouble. Surtout à un moment où on se bat contre la pandémie de coronavirus. Nous faisons confiance aux services des forces de défense et de sécurité qui ont pour obligation de restaurer et de maintenir l'ordre social indispensable au mouvement de chacun et de tous", explique-t-il.

Pour rappel, ce genre de manifestations dans les quartiers avaient fait plusieurs morts en octobre 2019 ainsi que des dégâts importants à Conakry et dans d'autres villes de l'intérieur du pays. Certains citoyens affirment qu'ils resteront à la maison ce lundi par peur d'être attaqués par de jeunes manifestants.

# Côte d'Ivoire : La candidature d'Alassane Ouattara à un troisième mandat se dessine

Depuis la mort subite de son dauphin désigné, le chef de l'Etat, qui termine à 78 ans son deuxième quinquennat, n'exclut pas de se représenter.
« Pétition » de militants, appels de personnalités de son parti, « confidences » à un journal : une candidature du président Alassane Ouattara à sa propre succession pour un troisième mandat se dessine en Côte d'Ivoire après le brusque décès de son dauphin, Amadou Gon Coulibaly, le 8 juillet.
En mars, le chef de l'Etat, qui termine à 78 ans son deuxième mandat, avait déclaré vouloir « laisser la place aux jeunes » lors du prochain scrutin présidentiel du 31 octobre. C'est son Premier ministre, Amadou Gon Coulibaly, qui avait été intronisé candidat du parti au pouvoir, le Rassemblement des Houphouëtistes pour la démocratie et la paix (RHDP).
Mais la mort inattendue de ce dernier à 61 ans d'un infarctus a bouleversé le scénario. Contraint de trouver un nouveau candidat à trois mois du scrutin, le RHDP semble d'ores et déjà préparer le terrain au président sortant.

## « Je ne vois hélas pas d'autre solution »

A peine les funérailles du Premier ministre passées, deux dirigeants du parti présidentiel ont pris position publiquement en faveur d'une candidature du chef de l'Etat pour un troisième mandat. « Le seul choix qui vaille, c'est que le président Ouattara reprenne le flambeau », a déclaré dimanche sur TV5, le Directeur exécutif du RHDP et ancien ministre, Adama Bictogo. Il l'a répété le lendemain sur RFI : « A trois mois de la présidentielle, il nous est difficile de sortir du chapeau un nouveau leader. Le président Ouattara reste le grand rassembleur. »
C'est également le message porté, sur un ton plus mélodramatique, par le porte-parole du RHDP, Kobenan Kouassi Adjoumani. Dans une lettre publique au président Ouattara dimanche, ce dernier va jusqu'à implorer le chef de l'Etat « d'accepter le sacrifice d'être candidat ». « Le regard des militants se tourne inexorablement vers vous et vous seul » pour « redonner [aux militants] l'espoir que la disparition d'Amadou Gon leur a arraché ». « Il n'y a que votre candidature qui puisse à nouveau rassembler toute la grande famille du RHDP », et « garantir la sécurité, la stabilité et la paix si chères à la Côte d'Ivoire et aux Ivoiriens », dit le texte.
Sur les réseaux sociaux, les organisateurs non identifiés d'une « pétition » pour une candidature de M. Ouattara, qui seraient « des jeunes proches du RHDP », affirment avoir obtenu plus de 700 000 signatures en sept jours. Un chiffre invérifiable mais une initiative qui confirme une tendance.
Alassane Ouattara lui-même ne s'est pas encore exprimé officiellement, mais il s'est confié le 15 juillet au magazine Jeune Afrique. « A l'heure actuelle, compte tenu des délais, je ne vois hélas pas d'autre solution pour préserver la stabilité du pays », a déclaré le président, tout en précisant poursuivre sa réflexion.

## Tensions au sein du RHDP

L'analyste politique Sylvain N'Guessan rappelle que des dissensions étaient apparues au sein du RHDP après la désignation d'Amadou Gon Coulibaly comme dauphin. Elles ont entraîné le départ de deux fidèles du président, à qui l'on prêtait des ambitions présidentielles, le ministre des affaires étrangères Marcel Amon Tanoh, puis le vice-président Daniel Kablan Duncan.
« Il sera difficile pour le RHDP de trouver un candidat consensuel en dehors du président Ouattara », note M. N'Guessan. De plus, le chef de l'Etat « a toujours laissé une fenêtre ouverte, en disant que si ceux de sa génération étaient candidats, il pourrait se représenter ». Ce qui est le cas, puisque l'ex-président Henri Konan Bédié, 86 ans, défendra les couleurs du Parti démocratique de Côte d'Ivoire (PDCI), principale formation d'opposition. Le Front populaire ivoirien (FPI), de son côté, espère une candidature de l'ancien président Laurent Gbagbo, 75 ans, toutefois hypothéquée par la procédure toujours en cours contre lui à la Cour pénale internationale de La Haye.

**Le Monde avec AFP**

# JO : Paris 2024 lance son club pour s'adresser aux Français

**Le club Paris 2024, ouvert à tous, se présente un peu comme la porte d'entrée de Paris 2024. Initié quatre ans avant l'échéance olympique, il permet de fédérer les Français autour du projet.**

Alors qu'il apparaît que les sondages faits au Japon montrent combien les habitants s'éloignent des Jeux de Tokyo 2020 : à peine 23,9 % des personnes interrogées veulent que les Jeux se déroulent l'été prochain (l'événement devait débuter vendredi 24 juillet mais a été décalé pour cause de coronavirus), Paris 2024 lance son club. Ce mardi 21 juillet, Tony Estanguet et son comité d'organisation ont présenté le projet « club Paris 2024 ».

## Defier la judokate Clarisse Agbenegnou, nager avec Florent Manaudou

Le club Paris 2024 est ouvert à tous et gratuit. Il suffit juste de donner son adresse mail sur le site internet www.paris2024.org. De nombreuses activités et rendez-vous seront proposés aux adhérents, comme défier les plus grands champions français dans leur discipline. Le club permettra de vivre des expériences avec des athlètes en activité. Faire du basket avec Tony Parker ou encore rester debout le plus longtemps possible face à la judokate Clarisse Agbenegnou, quadruple championne du monde. Et ce ne sera pas la peine d'être un sportif aguerri.

Ceux qui le souhaitent pourront consacrer du temps à l'événement en faisant la promotion des JO, d'autres pourront apporter des idées. Il faut « engager le pays dans l'aventure », explique Tony Estanguet. Pour le public français, il ne faut pas vivre les JO « juste au moment de la compétition », avance l'ancien champion de biathlon Martin Fourcade, membre de la commission des athlètes de Paris 2024. « J'ai réfléchi à ce que pouvaient apporter les athlètes aux amateurs de sport. Je voudrais que l'aventure des JO ne dure pas seulement deux semaines, mais quatre années. On souhaite partager cette aventure », ajoute Martin Fourcade. Pour la première fois dans l'histoire des JO, un club est créé pour fédérer la population. Cet été, il sera possible de nager un 200 m avec Florent Manaudou ou encore faire un triathlon avec Vincent Luis.

## Impliquer la population le plus tôt possible

Pour le moment, quelques milliers de personnes sont dans la base du club Paris 2024. L'objectif affiché est de connecter un maximum de personnes au projet. D'habitude, le grand public s'intéresse à l'événement juste quelques mois avant l'échéance. « On veut ouvrir les Jeux le plus tôt possible », affirme Tony Estanguet qui indique même que quelques membres du club pourraient porter la flamme olympique qui va parcourir l'Hexagone. Les membres du club seront aussi informés de l'ouverture de la billetterie. Le club pourrait également servir pour le recrutement des volontaires.

Les organisateurs de Paris 2024 tentent de sortir du schéma classique des Jeux et faire adhérer un maximum de personnes. Cela permettra peut être d'éviter les critiques à l'approche de l'échéance... Contrairement à d'autres villes, Paris n'a pas consulté sa population en vue de sa candidature. Si Tokyo tente de restaurer la confiance de l'opinion, Paris 2024 se donne de la marge en voulant intégrer la population française à l'événement planétaire. « À chaque Jeux, l'opinion varie entre le pour et le contre. C'est le lot pour la ville organisatrice. Nous sommes tous mobilisés pour réussir Paris 2024 », commente Tony Estanguet.

**Seïbou S. KAMISSOKO**

# « HOROSCOPE »

### Bélier (21 mars - 19 avril)

Un tournant est en marche dans votre carrière professionnelle. Un supérieur hiérarchique a pu récemment vous proposer un poste qui vous demande de réaliser des tâches inédites. La nouveauté est aussi source de stress, mais vous relevez le défi proposé.
On peut vous faire travailler en équipe alors que ce n'est pas votre fort. Votre personnalité attire la sympathie et elle rassemble. Profitez de ces atouts pour instaurer un climat de confiance et lancer de nouvelles idées liées au poste de travail.

### Taureau (20 avril- 19 mai)

Aujourd'hui vos supérieurs vous mettent à l'épreuve, on vous demande de gérer un imprévu professionnel de grande importance. Vous devez faire preuve de self-control et de réactivité. Vous avez du culot, votre audace étonne et vous propulse.
Si vous avez une transaction à mener, ne faites rien à la va-vite. Toute action mérite de la réflexion. Cependant, votre situation financière est sur la bonne voie. Vous avez été un bon gestionnaire, il faut continuer. La journée est favorable.

### Gémeaux (20 mai - 21 juin )

Vous aimez effectuer des tâches diversifiées. Votre souhait est entendu, car on vous demande d'être polyvalent. L'activité est propice à une réunion où votre avis compte. Votre poste actuel peut être encore transitoire, mais apporte une satisfaction.
Les petites dépenses sont nombreuses et vous pouvez perdre beaucoup d'argent suite à des coups de coeur irrésistibles. Faites attention aux dépenses qui ne sont pas utiles pour la journée ou pensez à payer en plusieurs fois vos achats pour éviter un découvert.

### Cancer (21 juin - 21 juillet )

Vos qualités d'expression et de communication, sans oublier votre forte intuition, vous aideront à atteindre vos objectifs si haut placés soient-ils. Aujourd'hui, tout vous semblera possible. Vous vous sentirez animé d'une force véridique.
Vous n'aurez aucune difficulté financière, du moins pour la plupart d'entre vous. Les astres sont cléments à ce niveau. Vous n'aimez pas manquer, vous faites donc tout ce qu'il faut pour vous assurer de quoi assurer vos charges courantes.

### Lion (22 juillet - 23 août )

Une formation pourrait avoir lieu et vous mettre au contact de nouveaux collaborateurs. Mais vous n'êtes pas disposé à faire des concessions. Votre franc-parler et impulsivité sont capables de créer une atmosphère électrique sur le lieu de travail.
Les questions financières sont au centre de vos pensées. Vous devez faire des concessions sur les sorties, car votre générosité entraine des dépenses qui amputent le budget. Vénus et Mars en Vierge vous exposent à vivre des loisirs qui reviennent cher.

### Vierge (23 août 23 septmbre)

Vous êtes un excellent élément dans votre entreprise. Votre hiérarchie vous donne de nouvelles responsabilités, vous avez l'opportunité de démontrer vos talents. Vous reprenez la direction d'un projet en cours, votre détermination paie. Foncez !
Aujourd'hui vous pouvez améliorer vos revenus, mais avant de vous lancer, réfléchissez bien, n'agissez pas sur un coup de tête. Vous avez besoin de conseils avisés. Pour éclairer votre lanterne, rapprochez-vous d'une personne spécialisée en finances.

### Balance (23 septmbre - 22 octobre )

Pour être honnête, ces derniers temps vous avez tendance à vous reposer sur vos lauriers. Fini le temps où vous preniez des initiatives qui se révélaient gagnantes. Vous restez sur vos acquis. La possibilité d'une évolution ne vous fait pas rêver.
Aujourd'hui des frais que vous n'aviez pas prévus vous obligent à revoir vos comptes et surtout votre façon de les gérer. Il faut bien l'avouer, ça vous agace, vous ne supportez pas de perdre votre temps. Allez ! Faites donc un petit effort !

### Scorpion (23 octobre - 22 novembre )

Mars renforce vos ambitions, votre goût du pouvoir et de la conquête. Uranus stimule votre détermination et votre soif d'affirmation personnelle avec une grande volonté d'indépendance. Il vaudrait mieux ne pas se trouver en travers de votre chemin !
Votre bonne étoile veille sur vous ! Même si vous avez l'impression que quelque chose ne va pas, patientez, ne paniquez pas, les choses s'arrangeront très vite. Votre budget est équilibré, vous savez vous montrer très raisonnable s'il le faut.

### Sagittaire (23 novembre - 21 décembre)

Grâce à des appuis, vous parvenez à vous faire une idée plus précise de votre futur poste professionnel. Neptune en Poissons vous inspire pour créer ou avoir un métier bien plus épanouissant. Des démarches sont à venir pour trouver ce qui vous va le mieux.
Des moments d'incertitude sur votre avenir vous incitent à rester prudent vis-à-vis des dépenses. Jupiter en Sagittaire vous rend toujours généreux, mais il est conseillé de ne pas trop dépenser pour garder une bonne trésorerie avant la fin du mois.

### Capricorne (21 décembre -20 janvier )

Aujourd'hui, vous manquez cruellement de motivation. Vous avez envie de tout envoyer balader, vous traînez des pieds pour remplir vos tâches journalières. Vous remettez votre carrière professionnelle et ses enjeux en question, vous broyez du noir.
Si vous avez placé votre argent dans des projets sécurisants, vous devriez récolter de beaux bénéfices. Cette journée est placée sous le signe des opportunités, financièrement vous devriez voir la chance arriver. Sautez sur chaque occasion.

### Verseau (20 janvier - 19 février)

Votre activité peut avoir un lien avec la clientèle ou nécessiter de prendre la parole en public. De nouvelles expériences arrivent sur le terrain et on vous demande de les vivre avec peu de préparations. De l'adaptabilité est demandée dans votre poste.
Les frais pour les moyens de transport sont élevés et vous font râler. Le budget est grignoté également par d'autres achats faits sur des coups de coeur. Les gadgets pour votre véhicule ou l'intérieur de votre habitat restent des dépenses probables.

### Poisson (19 février - 21 mars)

Vous vous impliquez sans relâche, ce qui pourrait susciter des jalousies de la part de certains de vos collègues s'imaginant déjà que vous avez comploté avec votre hiérarchie. Ne vous laissez pas atteindre par l'attitude peu professionnelle de ces personnes.
Il est certain que si vous vivez au-dessus de vos moyens, vous allez droit vers les problèmes. En revanche si vous vivez en fonction de votre niveau financier, vous apprécierez la tranquillité d'esprit que représente un compte en banque sans incident.

# Promo Modem 4G

Malitel
Proche de vous

**29 000 FCFA**

au lieu de ~~39 900F~~

**- 25%**

SPIRIT

**5 Go offerts**

## Jusqu'au 30 juin 2020

Profitez du meilleur de l'Internet mobile pour v**os smartphones, tablettes et ordinateur**s avec une vitesse de connexion allant jusqu'à **150 Mbit/s.**

Rendez-vous dans nos agences.

service client : 6700
www.malitel.ml
www.facebook.com/malitel.officiel